

OUVERTURE AUJOURD'HUI
D'UNE CONFÉRENCE
INTERNATIONALE À ORAN
**Les solutions vertes
dans l'industrie
pétrolière et gazière
en débat**

P 3

PLUSIEURS ACCORDS DE COOPÉRATION
ONT ÉTÉ SIGNÉS À LJUBLJANA

Algérie-Slovénie, convergence totale

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a souligné, hier à Ljubljana, (Slovénie), la convergence totale entre l'Algérie et la Slovénie concernant tous les dossiers, affirmant la disposition de l'Algérie à satisfaire tous les besoins de ce pays ami en gaz. P 3



PRODUITS
PHARMACEUTIQUES
**Environ 2500 décisions
enregistrées en 2024**

L'Agence Nationale des Produits Pharmaceutiques (ANPP) a répertorié environ 2500 décisions d'enregistrement des médicaments et d'approbation de la commercialisation des dispositifs médicaux au cours de l'année écoulée 2024, a indiqué hier la responsable de management de qualité à l'Agence, Khadidja Bouguerra.

P 2

SELON UNE ENQUÊTE DE
L'ONS
**Hausse de l'activité
industrielle au
quatrième
trimestre 2024**



L'industrie algérienne poursuit sa progression. Le quatrième trimestre 2024 a été marqué par une dynamique de croissance dans plusieurs secteurs industriels, selon les résultats de l'enquête menée par l'Office National des Statistiques (ONS). Toutefois, cette période a également révélé plusieurs défis persistants, notamment liés à la gestion des ressources et aux difficultés d'approvisionnement.

P 5

ASSEMBLÉES ANNUELLES
DE LA BID À ALGER
**Une plateforme
de dialogue pour
renforcer la
coopération Sud-Sud**

Les Assemblées annuelles du groupe de la Banque islamique de développement (BID), prévues du 19 au 22 mai à Alger, offrent une plateforme de dialogue pour renforcer la coopération Sud-Sud et soutenir les Etats membres.

P 3

MÉTAUX INDUSTRIELS

**Hausse des prix après
l'accord entre Washington
et Pékin** P 4

PROJET D'ACTUALISATION DU SNAT

**Le développement du sud,
un axe stratégique** P 5

EL-OUED

**Prévision de production
de 3,8 millions de quintaux
de pomme de terre
saisonnière** P 5

AÏD EL ADHA
La Gendarmerie nationale veille à organiser l'opération d'achat des moutons importés au niveau des points de vente

Les unités de la Gendarmerie nationale veillent à organiser et à faciliter l'opération d'achat des moutons importés à l'occasion de l'Aïd El Adha au profit des citoyens à travers l'ensemble du territoire national, ont indiqué, lundi, les mêmes Services. "En application des instructions du Commandement visant à faciliter et à organiser l'opération d'achat des moutons importés au profit des citoyens, les unités de la Gendarmerie nationale veillent à sécuriser l'opération à travers tout le territoire national", ajoute la même source. A cet effet, les unités de la section régionale de la Gendarmerie nationale de Birtouta, au niveau du point de vente de Baba Hassen (Alger), ont facilité l'opération de vente des moutons, à commencer par le transport, l'accompagnement aux centres de mise en quarantaine jusqu'aux centres de vente". Par ailleurs, les unités de la Gendarmerie nationale ont assuré "la fluidité du trafic routier en faveur des citoyens, notamment au niveau des zones connaissant une forte affluence d'acheteurs", et "accompagné les citoyens à l'entrée comme à la sortie des centres de vente, en s'assurant de la bonne organisation des files".

PRODUITS PHARMACEUTIQUES

Environ 2500 décisions enregistrées en 2024

L'Agence Nationale des Produits Pharmaceutiques (ANPP) a répertorié environ 2500 décisions d'enregistrement des médicaments et d'approbation de la commercialisation des dispositifs médicaux au cours de l'année écoulée 2024, a indiqué hier la responsable de management de qualité à l'Agence, Khadidja Bouguerra.

Par S R.

S'exprimant sur les ondes de la Radio Algérienne, Mme Bouguerra a précisé que l'ANPP avait répertorié l'année dernière près de 1350 décisions d'enregistrement des médicaments, et plus de 1100 décisions d'approbation de la commercialisation de matériel médical, ce qui représente une «augmentation notable» par rapport à 2023 qui avait vu la délivrance d'environ 1050 décisions et approbations. Ces chiffres reflètent «l'amélioration des performances de l'Agence et la stabilité du système réglementaire, devenu plus efficace et plus clair», d'autant plus que le produit local couvre actuellement 79% des besoins du marché, a-t-elle ajouté mettant en avant les efforts déployés pour faciliter les procédures sans compromettre la qualité et la sécurité des produits, à travers l'étude des dossiers, les analyses en laboratoire, et l'évaluation scientifique et technique des produits pharmaceutiques. Elle a également fait état d'un intérêt croissant de la part des investisseurs, grâce à l'environnement réglementaire qui a prouvé son efficacité au cours des quatre dernières années, considérant que cette nouvelle dynamique est la concrétisation de la vision des hautes autorités du pays visant à encourager l'investissement dans ce secteur et à élargir

la production locale. Dans le même sillage, l'Agence, en application des orientations du ministère de l'Industrie Pharmaceutique, oriente les investisseurs vers la production de médicaments connaissant un manque sur le marché, a ajouté Mme Bouguerra, saluant la «maîtrise totale» que connaît désormais l'industrie locale dans les différentes catégories de médicaments. En outre, les opérateurs sont orientés vers l'investissement dans le domaine de la fabrication de médicaments innovants ainsi que ceux liés à la biotechnologie, en phase avec les évolutions mondiales, a-t-elle souligné, indiquant que l'Algérie a réalisé des avancées concrètes dans le domaine de la localisation de l'industrie pharmaceutique, ce qui en fait l'un des pays leaders du continent africain dans ce secteur stratégique. Selon la même intervenante, l'Algérie compte aujourd'hui 218 usines pharmaceutiques, sur environ 600 à l'échelle du continent, soit un peu plus du tiers de l'infrastructure africaine, illustrant ainsi un progrès significatif dans le développement des capacités de production nationales. Dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du Président de la République, elle a révélé que le ministère de l'Industrie pharmaceutique est passé à la deuxième phase de la politique de localisation, à savoir la production locale de matières premières, à travers des

projets portés par le groupe Saïdal, visant à réduire la dépendance vis-à-vis de l'étranger et à renforcer la souveraineté sanitaire. Par ailleurs, Mme Bouguerra a annoncé que l'Algérie travaille actuellement à la réhabilitation des laboratoires de contrôle pharmaceutique selon les normes de l'OMS, dans le but d'atteindre le «niveau de maturité 3 », une classification internationale reflétant le degré d'avancement du système de contrôle. Elle a précisé que seuls 13 pays dans le monde ont réussi à obtenir ce niveau, fondé sur 62 indicateurs stricts. « Nous prévoyons d'atteindre cet objectif d'ici septembre ou fin 2025, ce qui renforcerait la crédibilité et la qualité des médicaments algériens à l'échelle régionale et internationale », a-t-elle ajouté. Saluant la qualité des médicaments génériques produits localement, l'intervenante a affirmé que l'Algérie dispose des compétences scientifiques et techniques nécessaires pour fabriquer des médicaments dans les domaines de la médecine générale. Mais elle a également souligné que l'investissement dans les médicaments innovants constitue le plus grand défi à venir, notamment à travers des partenariats internationaux permettant de suivre la révolution technologique dans des domaines tels que la médecine génétique, l'immunothérapie et la biotechnologie.

ENVIRONNEMENT

L'Algérie lance la deuxième phase du plan d'élimination des HCFC

Synthèse S T.

La ministre de l'Environnement et de la Qualité de Vie, Mme Nadjiba Djilali, a officiellement donné le coup d'envoi, hier à Alger, des travaux de l'atelier national dédié au lancement de la deuxième phase du Plan de Gestion de l'Élimination Progressive des Hydrochlorofluorocarbures (HPMP) pour la période 2025-2030. Ce programme stratégique, inscrit dans le cadre de la transition écologique et de l'économie verte, s'inscrit dans la continuité des engagements internationaux de l'Algérie, notamment la Convention de Vienne et le Protocole de Montréal, ratifiés depuis les années

1990, précise la ministre, en indiquant qu'à travers cette initiative, l'Algérie renforce son rôle d'acteur engagé en faveur de la protection de la couche d'ozone et de la santé publique. La ministre a souligné que cette deuxième phase vise à aller plus loin dans la mise en œuvre du HPMP, en misant sur la formation, l'équipement et la régulation renforcée. Parmi les actions prévues figurent notamment l'équipement de 20 nouveaux dispositifs de détection des gaz réfrigérants pour les Douanes ; la création d'un centre d'excellence pour les métiers du froid avec 5 unités expérimentales ; la mise en place d'un système national de récupération et de recyclage des substances chi-

miques ; l'élaboration de programmes pédagogiques pour 11 centres de formation ; l'équipement de 250 ateliers de maintenance en matériel technique et la formation de 200 formateurs et la certification de 40 instructeurs selon les normes internationales et également la formation de 400 techniciens spécialisés en réfrigération. Ces mesures seront appuyées, dira-t-elle, par des campagnes de sensibilisation et d'information à grande échelle, afin de favoriser l'adhésion des acteurs et promouvoir une culture de la qualité et de la certification dans les métiers liés à la chaîne du froid. Consciente des enjeux organisationnels et techniques, la ministre a annoncé la

création d'une commission interministérielle de pilotage, qui sera chargée d'assurer la coordination entre toutes les institutions impliquées dans la gestion des substances appauvrissant la couche d'ozone. Elle a insisté sur l'importance de la coopération entre acteurs publics, privés et institutionnels, et sur la nécessité d'adopter une approche participative centrée sur l'investissement dans le capital humain et l'innovation. « Nous nous réunissons aujourd'hui pour franchir une nouvelle étape dans notre engagement environnemental. La réussite de cette phase dépendra de notre capacité collective à conjuguer les efforts pour atteindre les objectifs escomptés », a-t-elle conclu.

SANTÉ

Rencontre sur la promotion des urgences médico-chirurgicales

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi a présidé, mardi à Alger, une rencontre ayant regroupé les responsables des établissements hospitaliers universitaires et de proximité, des experts et des directeurs de la santé et de la population de différentes wilayas, laquelle a été consacrée à l'examen des moyens de "renforcement et de développement des urgences médico-chirurgicales". Dans

une allocution prononcée à cette occasion, M. Saihi a affirmé que cette rencontre visait "l'élaboration d'un programme de restructuration des services d'urgences médico-chirurgicales, qui s'inscrit dans le cadre du plan de prise en charge du patient", ajoutant que la présence d'experts à cette rencontre permettrait de présenter des "solutions applicables sur le terrain, à même de renforcer et de promouvoir

les urgences médico-chirurgicales, étant un élément clé pour le plan de prise en charge du patient". Mettant en avant l'importance du "programme de restructuration des services des urgences médico-chirurgicales" pour la prise en charge médicale des cas urgents, le ministre a insisté sur "le renforcement des ressources humaines et la formation des médecins et des infirmiers spécialisés en médecine et chi-

rurgie d'urgence, outre le renforcement des urgences par les équipements et le matériel nécessaires". Pour sa part, la sous-directrice chargée des urgences au ministère de la Santé, Dr. Souhila Lellou, a précisé qu'un travail était en cours avec un comité d'experts afin de "déterminer toutes les procédures et axes stratégiques du programme de restructuration des urgences".

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com
ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

PLUSIEURS ACCORDS DE COOPÉRATION ONT ÉTÉ SIGNÉS À LJUBLJANA

Algérie-Slovénie, convergence totale

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a souligné, hier à Ljubljana, (Slovénie), la convergence totale entre l'Algérie et la Slovénie concernant tous les dossiers, affirmant la disposition de l'Algérie à satisfaire tous les besoins de ce pays ami en gaz.

Par Sirine R.

« Nous avons échangé les vues avec la présidente de la République slovène et il y a une convergence totale concernant toutes les questions, à commencer par la migration clandestine, l'intelligence artificielle, le domaine spatial, l'eau et l'environnement », a indiqué le président de la République dans une déclaration conjointe avec son homologue slovène, Mme Natasa Pirc Musar, à l'issue des entretiens qu'ils ont eus.

Dans ce contexte, le président de la République a souligné que la voie « est ouverte pour l'établissement de relations fortes et exemplaires entre un Etat européen (la Slovénie) et un Etat maghrébin et africain (l'Algérie) ».

« La Slovénie possède de nombreuses potentialités dont peuvent profiter nos jeunes », a soutenu le président de la République, affirmant que l'Algérie « est un pays fiable, et est disposée à satisfaire les besoins de la Slovénie en gaz ». Et d'ajouter : « Notre pays ne peut être impacté par les

changements futurs ». Il est à noter que le président de la République avait procédé avec le Premier ministre slovène à la signature de la Déclaration commune et la signature également d'accords de coopération entre les deux pays. Le premier mémorandum d'entente porte sur la création d'un mécanisme de consultations politiques, alors que le second mémorandum d'entente signé entre le ministère de l'Intérieur algérien et son homologue slovène porte sur la coopération policière. Quant au troisième mémorandum d'entente, il porte sur la coopération dans le domaine du transport maritime.

Par ailleurs, un quatrième mémorandum a été signé entre l'Algérie et la Slovénie et concerne dans le domaine spatial à des fins pacifiques, alors que le cinquième mémorandum d'entente a été paraphé entre la Chambre algérienne de commerce et d'industrie et son homologue slovène, tandis que le sixième a été signé entre le Conseil algérien pour le renouveau économique (CREA) et son homologue slovène.

Par ailleurs, le président de la République

a tenu à cette occasion à saluer « les positions courageuses et honorables de la République de Slovénie à l'égard de la question palestinienne », ajoutant que la Slovénie « est le premier Etat européen à reconnaître l'Etat de Palestine ».

« C'est un grand honneur et nous espérons qu'elle sera un exemple pour d'autres pays », a-t-il dit, saluant également ses positions concernant la question du Sahara occidental. Le président de la République a réitéré, à ce propos, son souhait de voir « les deux parties parvenir une solution mutuellement acceptable sous la supervision des Nations unies, et qui consacre le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination à travers l'organisation d'un référendum sur l'autodétermination ».

Pour sa part, la présidente de la République de Slovénie, Mme Natasa Pirc Musar, a salué l'excellence de la coopération entre l'Algérie et la Slovénie dans divers domaines. Dans deux tweets publiés sur son compte officiel sur les réseaux sociaux, Mme Pirc Musar a écrit : « Je suis heureuse que nos deux pays coopèrent de

manière excellente dans plusieurs domaines, et que nous œuvrions ensemble au développement de cette coopération ». Elle a ajouté que ce développement se fera dans plusieurs secteurs, notamment l'intelligence artificielle, la coopération policière, les énergies renouvelables, l'agriculture, les technologies de l'eau et l'espace. La Présidente slovène a également souligné que son pays apprécie particulièrement la coopération commerciale avec l'Algérie dans le domaine de l'approvisionnement en gaz, qui couvre la moitié de la consommation annuelle de la Slovénie, et a exprimé sa satisfaction quant à la signature du contrat de fourniture pour les années 2026 et 2027.

Le président de la République est arrivé, lundi à Ljubljana, dans le cadre d'une visite d'Etat, à l'invitation de la présidente de la République de Slovénie, Mme Natasa Pirc Musar. A son arrivée au Palais de la Présidence de la République de Slovénie, un accueil officiel a été réservé au président de la République par son homologue slovène.

ASSEMBLÉES ANNUELLES DE LA BID À ALGER

Une plateforme de dialogue pour renforcer la coopération Sud-Sud

Par R. E.

Les Assemblées annuelles du groupe de la Banque islamique de développement (BID), prévues du 19 au 22 mai à Alger, offrent une plateforme de dialogue pour renforcer la coopération Sud-Sud et soutenir les Etats membres. A travers cet événement, l'Algérie réitère son engagement en faveur du renforcement de la coopération Sud-Sud, en partageant avec la BID une vision commune fondée sur le principe de solidarité en matière de développement pour accompagner les Etats membres en quête d'une croissance durable et résiliente.

Ces réunions, qui seront abritées par le Centre international de confé-

rences (CIC) sous le haut patronage du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, permettront d'échanger sur les voies de coopération entre les Etats membres et les partenaires au développement, incluant notamment les gouvernements, les acteurs du secteur privé et de la société civile. L'importance de cet événement ne se limite pas à son aspect officiel, mais s'étend aux forums de qualité qui seront organisés à cette occasion, tels que le Forum du secteur privé, les tables rondes et les séances de partage des connaissances consacrées à des questions de l'heure telles que la diversification de l'économie, le renforcement de la résilience et le soutien à l'innovation, en tant que leviers de développe-

ment. Placées sous le thème "Diversification économique: un enrichissement de la vie", ces Assemblées constitueront ainsi une plateforme de dialogue de haut niveau pour promouvoir la coopération et le partage d'expertises.

Ces réunions seront marquées par la tenue du Conseil des gouverneurs de la Banque islamique de développement, composé de 57 Etats membres, devant discuter des moyens de promouvoir un développement global et durable et des défis économiques communs. Ces Assemblées seront aussi l'occasion de renforcer les partenariats, de présenter des solutions innovantes pour faire progresser le développement durable dans les Etats membres afin d'œuvrer ensem-

ble pour relever les défis et explorer de nouveaux horizons au service de leurs sociétés et d'un développement partagé. Outre les débats et sessions de haut niveau, des espaces d'exposition et de networking seront organisés en parallèle et dédiés à la mise en lumière d'initiatives de développement réussies et de réalisations institutionnelles reflétant les progrès des pays membres.

Ces Assemblées, qui vont réunir près de 100 intervenants, 2.000 participants et plus de 40 sessions et rencontres B2B dédiées à l'entrepreneuriat, seront une occasion unique de renforcer les liens entre les pays membres, d'encourager l'innovation et de réaffirmer un engagement commun en faveur de la prospérité pour

tous. La Banque islamique de développement est une institution multilatérale qui œuvre pour soutenir le développement économique et le progrès social des peuples des Etats membres et des communautés musulmanes dans le monde, conformément aux principes de la Charia. Elle favorise la création de partenariats entre les secteurs public et privé et la société civile et œuvre également à renforcer les économies et sociétés des pays en développement à travers le soutien aux compétences, le partage de connaissances et l'accès à la science, la technologie et l'innovation. Les actions de la BID s'inscrivent dans la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies.

GRÂCE À LA POLITIQUE DE RATIONALISATION DES IMPORTATIONS

L'investissement s'étend à plusieurs domaines

Synthèse R. E.

Le ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Tayeb Zitouni, a affirmé hier à Tiaret que la politique de rationalisation des importations a contribué à renforcer la confiance des citoyens dans le produit national. Lors d'une visite d'inspection d'un espace commercial à Tiaret, le ministre a souligné que « la politique du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant rationalisation des importations, a renforcé la confiance du citoyen dans le produit local, ce qui a permis l'élargissement de l'investissement dans plusieurs domaines ».

Ces investissements, certains réalisés avec des partenaires étrangers, « ont permis d'économiser plus de 700 millions de dollars auparavant destinés à

l'importation, et d'exporter les quantités excédentaires d'une valeur de 49 millions de dollars, en raison de l'augmentation de la demande sur les produits nationaux dans plusieurs pays », a-t-il précisé, relevant que « les produits non disponibles localement continuent d'être importés ».

Sur le site du projet du Centre commercial régional de vente en gros, en cours de réalisation à Tiaret par la société de gestion des marchés de gros "Magros", M. Zitouni a insisté sur l'importance de cette structure, qui jouera un rôle-clé dans la régulation des prix et l'organisation de la distribution des fruits, des légumes et des denrées alimentaires. Il a notamment évoqué la réduction du nombre d'intermédiaires, en privilégiant les contrats directs avec les agriculteurs des wilayas concernées, afin de garantir des prix abordables

pour le consommateur. Le ministre a rappelé que la société "Magros" est tenue d'assurer cette mission, de sorte que le centre régional de vente de Tiaret devienne une " locomotive " pour les neuf autres marchés qu'elle gère à l'échelle nationale, lesquels fonctionnent via des contrats avec des intermédiaires. Il a insisté sur l'achèvement des travaux pour permettre sa mise en service. Pour rappel, ce centre, situé à la sortie sud de la ville de Tiaret, s'étend sur une superficie de 9 hectares et dispose de cinq grands entrepôts pour l'exposition des marchandises, d'espaces de réfrigération d'une capacité de 4.000 m³, ainsi que d'infrastructures de services et financières au profit des usagers provenant des wilayas voisines comme Tissemsilt, Laghouat, Djelfa, Saïda et Tiaret. La visite a également porté sur le complexe de réfrigération

de l'entreprise " FRIGOMEDIT " située dans la zone industrielle de Zâaroura à Tiaret, qui entrera bientôt en service avec une capacité de 15 millions de m³. M. Zitouni a ordonné la signature d'un accord entre la société gestionnaire et l'entreprise "Magros" pour l'exploitation de ces espaces par le biais de la location afin d'y accueillir les produits directement depuis leur source. La visite du ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national dans la wilaya se poursuit avec l'inauguration de plusieurs infrastructures, dont le laboratoire de contrôle de qualité de la wilaya à Tiaret, un centre de proximité pour le stockage des céréales à Sougueur, et la mise en service du marché couvert à Ksar Chellala. La visite s'achèvera par une séance de travail avec les investisseurs, note-on.

PÉTROLE

Le Brent à plus de 65 dollars

Les cours du pétrole sont stables mardi, après une hausse marquée lors des trois séances précédentes, l'attention du marché se portant désormais sur la visite du président américain, Donald Trump en Arabie saoudite, au Qatar et aux Emirats arabes unis. Vers 9h35 GMT, le cours du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juillet, prenait 0,20% à 65,09 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermedia, pour livraison en juin, gagnait 0,36% à 62,17 dollars. Selon les analystes, les marchés pétroliers semblent marquer une pause après trois jours de fortes hausses. Toutefois, les cours pourraient être amenés à varier rapidement en fonction des développements au Moyen-Orient. Le relèvement des cours du brut portée par la déescalade de la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine a permis aux cours du baril de se redresser, après que son prix est tombé momentanément sous les 60 dollars.

MÉTAUX INDUSTRIELS

Hausse des prix après l'accord entre Washington et Pékin

Les prix des métaux industriels ont progressé lundi, soutenus par l'accord commercial entre les Etats-Unis et la Chine, qui réduit les droits de douane et apaise les tensions économiques. Le cuivre de référence sur le London Metal Exchange (LME) a gagné 0,8 %, atteignant 9.518 dollars la tonne métrique, tandis que l'aluminium a progressé de 2,1 % à 2.464 dollars. Le secrétaire américain au Trésor Scott Bessent, a fait savoir qu'à l'issue des discussions, "les deux parties avaient convenu d'une suspension de 90 jours des mesures tarifaires, avec une réduction des droits à 10 %". Toutefois, les marchés restent prudents, les analystes soulignant une incertitude persistante malgré l'amélioration des relations sino-américaines. Dans le secteur des autres métaux, les inquiétudes concernant l'approvisionnement en plomb sur le marché LME ont entraîné une prime, d'environ 5 dollars la tonne pour le métal au comptant par rapport au contrat à trois mois . Ainsi, le métal gris pour livraison dans trois mois est fixé à 1.998 dollars la tonne, progressant de 0,8%. Le zinc a grimpé de 1,8 % à 2.702 dollars, l'étain a gagné 1,3 % à 32 300 dollars. En revanche, le nickel a reculé de 0,2 % à 15.775 dollars.

MAÏS, BLÉ, SOJA

Production attendue en hausse pour la récolte mondiale 2025-2026

Le ministère américain de l'Agriculture (USDA) a publié lundi ses premières projections de récolte mondiale pour la campagne à venir (2025-2026). Côté maïs, la production mondiale devrait atteindre près de 1,265 milliard de tonnes (+3,6%), "les augmentations les plus importantes étant enregistrées aux Etats-Unis, en Ukraine et en Argentine", précise l'USDA, dans son rapport mensuel WASDE. Aux Etats-Unis, la production de maïs doit s'établir à 402 millions de

tonnes, soit 6,3% de plus qu'il y a un an, selon les chiffres du ministère. En revanche, "on s'aperçoit que la demande va progresser plus vite que la production", remarque M. Vercambre. L'USDA s'attend en effet à une "consommation record", et au bout du compte, à une baisse des stocks de fin de campagne. Pour la campagne 2025-2026, la consommation mondiale de maïs devrait augmenter de 2% par rapport à la campagne précédente, tandis que les stocks devraient baisser d'environ 3,3%.

Côté blé, "on a une stagnation dans les stocks" de fin de campagne pour 2025-2026 (+0,20%), commente M. Le Molgat. Pour la campagne 2024-2025, les stocks mondiaux ont été revus à la hausse (+2%), sous l'effet notamment d'un relèvement de la production européenne (+1%), selon M. Vercambre. Dans la foulée de la publication, vers 18H15 GMT, à Chicago, le blé perdait 1,29%, le maïs reculait de 0,28% et le soja gagnait 2,11%.

FORUM AFRICAIN POUR L'INVESTISSEMENT ET LE COMMERCE

Ooredoo sponsor de la 11e édition

Entreprise technologique, Ooredoo a participé en tant que sponsor officiel, à la 11ème édition du Forum Africain pour l'Investissement et le Commerce (11AFIC), qui s'est tenu du 10 au 11 mai

2025 à l'hôtel Sheraton Alger, et qui s'est articulé autour de la thématique visionnaire:« Intégration et prospérité africaine ». Considéré comme un rendez-vous incontournable pour l'intégration économique africaine, cette édition du forum, réunissant plusieurs participants, dont des chefs d'entreprises, investisseurs, représentants gouvernementaux, institutions financières, experts, universitaires et organisations internationales, visant à renforcer l'intégration économique et le développement durable sur le continent africain, tout en répondant aux objectifs de développement durable définis par l'Agenda 2063 de l'Afrique. Avec plus de 250 exposants issus de divers secteurs et des délégations de 43 pays

d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Europe, un programme riche a été élaboré avec des rencontres B2B dynamiques, des débats et discussions spécialisés, ainsi que de divers ateliers, durant lesquels les possibilités d'engager des partenariats solides entre les différents acteurs commerciaux africains et internationaux axés sur le développement des secteurs clés en Afrique ont été évoqués, contribuant ainsi à une croissance inclusive et durable sur le continent. À travers sa participation et son soutien au 11AFIC, Ooredoo réaffirme son rôle de partenaire privilégié des acteurs économiques, en proposant des solutions innovantes pour accélérer le développement des entreprises.

ADOPTION DU PROJET DE LOI PORTANT CODE DE PROCÉDURE PÉNALE

«Un acquis à même d’enrichir le système législatif en Algérie»

La ministre des Relations avec le parlement, Mme Kaouter Krikou a affirmé, lundi à Alger, que l'adoption du projet de loi portant Code de procédure pénale "est un acquis à même d'enrichir le système législatif en Algérie". Dans une déclaration à l'issue de l'adoption par les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) à la majorité du projet de loi portant Code de procédure pénale, Mme Krikou a indiqué que ce texte "vient enrichir le système législatif algérien, à travers des textes qui renforcent le rôle de la justice avec des mécanismes procéduraux garantissant les principes d'un procès équitable et les droits de défense, en cohérence avec les constantes nationales et en conformité avec nos engagements internationaux, en réponse aux exigences actuelles, ce qui illustre la complémentarité entre les pouvoirs exécutif et législatif, au service de l'intérêt général". Ce texte de loi s'inscrit en droite ligne dans "le processus des réformes législatives initiées par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, depuis son accession à la magistrature suprême".

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة و التنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 12 ماي 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 12 Mai 2025

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ¹			المنتجات
DA / Kg		دج / كلف			
Produits		متل	أعلى	أدنى	
		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	70	78	62	البطاطا
	Tomate	89	101	76	الطماطم
	Oignon sec	48	55	40	البصل الجاف
	Ail vert	145	164	126	الثوم الخضراء
	Carotte	74	84	65	الجزر
	Navet	95	106	84	لفت
	Petit pois	170	188	151	الجلبانة
	Fève verte	90	100	79	القول الاخضر
	Courgette	81	92	69	الكوسة
	Haricot vert	212	235	189	الفاصولياء الخضراء
Laitue	97	108	85	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	444	511	378	التفاح المحلي
	Datte	547	675	419	التمر
	Banane	421	428	412	الموز
	Fraise	297	337	257	الفراولة
	Melon	182	207	158	البطيخ الاصفر
	Pastèque	119	137	101	البطيخ الاحمر
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1749	1903	1596	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	361	372	349	الدجاج
	Œufs (Unité)	14	15	13	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	97	103	92	حليب البقر (لتر)
					المنتجات ذات الأصل الحيواني

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annual %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	430,00	NC	0,00	1,74	1,60	8,30	6,98	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 410,00	1415,00	0,35	0,79	0,93	0,00	-	2068	2 926 220,00
BIOPHARM	BIO	2 400,00	NC	0,00	0,00	2,70	7,20	7,50	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	NC	0,00	0,00	1,33	12,10	5,43	0	0,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,60	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,21	-5,51	2,03	-	0	0,00

SELON UNE ENQUÊTE DE L'ONS

Hausse de l'activité industrielle au quatrième trimestre 2024

L'industrie algérienne poursuit sa progression. Le quatrième trimestre 2024 a été marqué par une dynamique de croissance dans plusieurs secteurs industriels, selon les résultats de l'enquête menée par l'Office National des Statistiques (ONS). Toutefois, cette période a également révélé plusieurs défis persistants, notamment liés à la gestion des ressources et aux difficultés d'approvisionnement.

Par Selma R.

D'une manière générale, l'activité industrielle a enregistré une hausse notable, surtout dans le secteur privé, selon l'opinion des chefs d'entreprises ayant répondu à l'enquête. En effet, le taux d'utilisation des capacités de production dépasse les 75 % pour près de 73 % des entreprises privées, un signe de dynamisme. Cependant, cette croissance a été inégale selon les secteurs. Les industries des matériaux de construction, de la sidérurgie et de la chimie ont particulièrement bien performé, avec des augmentations de la production et une demande en hausse. Le secteur des mines et carrières a également montré des signes de dynamisme, bien que la satisfaction des commandes en matières premières soit restée relativement stable. En revanche, d'autres secteurs, comme l'industrie agroalimentaire et les textiles, ont connu une croissance plus modérée, mais ont réussi à satisfaire une grande partie de la demande en produits fabriqués.

Les défis d'approvisionnement et la gestion des équipements

L'un des problèmes récurrents relevés dans l'enquête reste l'approvisionnement en matières premières. Alors que la majorité des entreprises du secteur privé est parvenue à

satisfaire ses besoins, plus de 30 % des entreprises publiques ont souffert de ruptures de stock.

Ces tensions sur l'approvisionnement ont souvent conduit à des interruptions dans la production, bien que celles-ci aient été relativement brèves (moins de 10 jours pour la majorité des répondants).

La vétusté des équipements demeure un frein important à la productivité dans de nombreux secteurs. Près de 70 % des chefs d'entreprises dans le secteur des matériaux de construction et plus de 60 % dans les secteurs textiles et cuirs ont déclaré avoir connu des pannes durant ce trimestre. Néanmoins, ces pannes ont été généralement résolues en moins de six jours, et les entreprises estiment pouvoir accroître leur production par le renouvellement de leurs équipements sans avoir besoin de recruter davantage de personnel.

En termes d'effectifs, une stabilité a été observée dans le secteur public, tandis que le secteur privé a connu une légère augmentation des effectifs, ce qui est perçu positivement pour la gestion de la charge de travail accrue. La plupart des chefs d'entreprises des deux secteurs jugent le niveau de qualification du personnel suffisant, et aucune difficulté majeure n'a été signalée pour le recrutement. Cependant, malgré l'augmentation des effectifs dans certains secteurs, la majorité des entreprises affir-

ment ne pas pouvoir produire davantage simplement en embauchant plus de personnel.

Une trésorerie stable mais sous pression

Concernant la trésorerie, la situation est relativement stable. Pour le secteur privé, la trésorerie reste jugée normale par la majorité des répondants, bien que les délais de recouvrement des créances, ainsi que les charges d'exploitation élevées, continuent d'exercer une pression.

Du côté des entreprises publiques, environ 43 % des répondants jugent leur trésorerie normale, mais ces derniers sont plus nombreux à rencontrer des difficultés liées à l'endettement et au remboursement des emprunts. En conséquence, un recours aux crédits bancaires a été observé dans les deux secteurs, bien que la majorité des entreprises n'ait pas rencontré de difficultés particulières pour accéder à ces financements. Pour le prochain trimestre, les prévisions varient selon les secteurs. Les entreprises publiques prévoient une hausse de la production et de la demande, tandis que le secteur privé anticipe plutôt une stabilité. En ce qui concerne la trésorerie, les perspectives sont globalement positives, avec de nombreux chefs d'entreprises qui s'attendent à une amélioration de leur situation financière.

EL-OUED Prévision de production de 3,8 millions de quintaux de pomme de terre saisonnière

La Chambre de l'agriculture (CA) de la wilaya d'El-Oued table sur une prévision de production de 3,8 millions de quintaux (QX) de pomme de terre saisonnière, au titre de la saison agricole 2024/2025, a-t-on appris mardi de ses responsables. La superficie consacrée cette année à ce genre culturel, soit de 11.000 hectares (ha), s'est stabilisée, du fait de la dynamique commerciale et donc de la demande enregistrée sur le produit, aux niveaux local et national, a expliqué le président de la CA, Djelloul Othmani. Cette filière agricole s'est développée, à différents degrés, à travers les différentes communes de la wilaya d'El-Oued, notamment au niveau des périmètres et exploitations productrices des communes d'El-Magrane, Hassi-Khelifa, Trifaoui, Reguiba, Debila et Ourmès, aux grandes potentialités productrices, avec des rendements oscillant entre 320 et 350 QX/ha, toutes variétés confondues de ce tubercule de large consommation, a-t-il ajouté. Ces six communes assurent une part de 80% de la production globale de la wilaya, qui compte plusieurs marchés nationaux de commercialisation de la pomme de terre. La wilaya d'El-Oued s'est placée, ces dernières années, en tête des régions du pays productrices de pomme de terre, avec une part de 60% de la production nationale, représentant 50% de la valeur de la production végétale locale, selon les données fournies par la Chambre de l'agriculture.

SAÏDA

Récupération de plus de 1.200 hectares de terres agricoles non exploitées

Une superficie de 1.270 hectares de terres agricoles non exploitées, attribuées dans le cadre du programme de concession agricole, a été récupérée dans la wilaya de Saïda, depuis début 2024 à ce jour, a-t-on appris des services de la wilaya.

L'opération a permis la récupération de 570 hectares de terres non exploitées dans les zones de Mechraa, Benhouar et Bordj El Mey, relevant de la commune de Maâmoura, ainsi que 700 hectares dans la région de Oued Tekouk, commune de Aïn-Skhouna, a indi-

qué la même source. La récupération de ces terres non exploitées "s'inscrit dans le cadre de l'opération d'assainissement du foncier agricole, menée par une commission de wilaya composée de plusieurs services techniques concernés, en vue de leur réattri-

bution à des investisseurs sérieux", a-t-on fait savoir de même source. L'objectif est d'assurer une meilleure valorisation de ces terres dans les domaines des cultures agropastorale et arboricole, ainsi que de l'élevage ovin, a-t-on ajouté. L'opération se poursuit au

niveau des périmètres d'investissement agricole de la wilaya, dans le cadre de l'opération d'assainissement engagée par la commission de wilaya. Pour rappel, la wilaya de Saïda dispose de 500.000 hectares de terres agricoles arables.

PROJET D'ACTUALISATION DU SNAT

Le développement du sud, un axe stratégique

Synthèse R E.

L'avant-projet portant actualisation du Schéma national d'aménagement du territoire (SNAT) à l'horizon 2030, accorde une importance particulière au développement des wilayas du sud dans le but de réduire les déséquilibres régionaux et de rééquilibrer la répartition de la population, a indiqué, lundi, un responsable au ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire. Intervenant à un workshop organisé sous le thème: «Urbanisation et développement du territoire de In Salah- Tamanrasset», le directeur général de l'aménagement et de l'attractivité du territoire au ministère de l'Intérieur, Madjid Saâda a affirmé que le SNAT place le sud et les hauts plateaux au cœur de sa nouvelle vision stratégique, soulignant que la concentration de la majorité de la population au nord avait

engendré des problèmes de transport et de pollution, voire des risques naturels, d'où la nécessité de l'actualisation dudit Schéma pour mieux l'adapter aux défis actuels. Selon M. Saâda, le projet prévoit l'exploitation du couloir de transfert d'eau In Salah-Tamanrasset comme levier pour favoriser la sédentarisation des populations et étendre les centres de vie dans les profondeurs du désert comme le carrefour de Abalessa, le plateau d'Arak et Imlaoulaouene, le but étant de créer un style urbanistique intégré alliant exigences du développement moderne et cachet authentique de l'environnement saharien. Le Schéma repose sur un système urbain adapté à la nature de la région sud, fondé sur de nouvelles villes intelligentes favorisant l'interconnexion via une infrastructure développée incluant routes, fibres optiques et énergies propres, ainsi que l'exploitation des ressources locales dans la construction et les

modes de vie, tout en intégrant la dimension touristique et oasienne dans une approche de développement global, précise le même responsable. Le SNAT traduit un changement radical dans la philosophie de développement, à travers des propositions telles que la relocalisation des populations et des activités industrielles du nord vers les hauts plateaux et le sud, avec la mise en place d'un système de motivation pour orienter les activités économiques vers les wilayas du sud. De son côté, le président de l'Académie algérienne des sciences et des technologies (AAST), Mohamed Hichem Kara, a souligné l'importance de l'axe In Salah-Tamanrasset en tant que modèle de développement spécifique aux zones sahariennes, en adaptant les modes d'aménagement aux particularités climatiques et culturelles de la région, ajoutant que l'expansion urbaine dans le Sud pose d'importants défis, notamment la rudesse du

climat, la rareté des ressources en eau et l'éloignement géographique. Le directeur de l'Institut national d'études de stratégie globale (INESG), Abdelaziz Medjahed, a insisté, dans une allocution lue en son nom par Ben Khalifa Ibrahim, sur la nécessité de créer des agglomérations ou des pôles oasiens le long de l'axe In Salah-Tamanrasset, mettant en avant l'importance de cet axe en tant que pivot central dans le projet de la route transsaharienne et dans les initiatives de connectivité régionale. Les experts participant à l'atelier, organisé sur deux jours, ont indiqué que l'instauration d'un véritable équilibre régional passait inévitablement par la mise en œuvre de projets structurants dans le Sud, s'appuyant sur une approche participative et une vision intégrée combinant planification urbaine, soutien à l'économie locale et respect des spécificités environnementales et culturelles du territoire saharien.

EL-MENIAA

Vers la réalisation de plus de 220 km de pistes agricoles

La wilaya d'El-Meniaa a bénéficié d'un projet de réalisation de 221 kilomètres de pistes agricoles, a-t-on appris lundi des services agricoles (DSA). Toutes les procédures nécessaires ont été engagées en prévision du lancement de ce projet visant à désenclaver plusieurs exploitations agricoles à travers la wilaya, notamment celles spécialisées dans les cultures stratégiques, a indiqué à l'APS le directeur du secteur, Youcef Mosbah. Ce projet représente la première tranche des opérations retenues en faveur de la wilaya, conformément à la fiche technique, établie l'an dernier, concernant les besoins des périmètres agricoles, a ajouté M. Mosbah. Le DSA a, à ce titre, souligné que le ministère de tutelle a consacré des montants colossaux aux projets d'ouverture de pistes agricoles, d'électrification et de renforcement de la couverture des réseaux de téléphonie mobile dans ces zones. Le projet en question revêt une importance cruciale en termes d'encouragement de l'activité agricole dans la wilaya, devenue un pôle agricole prometteur au regard des résultats probants enregistrés ces dernières années, a-t-il conclu.

ANNABA

Plus de 180 familles relogées dans des appartements publics locatifs à Sidi Amar

Plus de 181 familles qui résidaient dans des habitations précaires dans la commune de Sidi Amar (Annaba) ont été relogées lundi dans des appartements publics locatifs dans la même collectivité locale dans le cadre des efforts des pouvoirs publics de résorption de l'habitat précaire et d'amélioration du cadre de vie des citoyens, a-t-on appris des services de la wilaya. L'opération menée dans le cadre d'un quota de 350 logements publics locatifs en application des directives du wali, Abdelkader Djellaoui, a été supervisée par le chef de daïra d'El Hadjar, du président de l'APC de Sidi Amar, des services de sécurité, de la Protection civile et de représentants de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), selon la même source. Cette opération qui a connu la mobilisation des moyens humains et matériels nécessaires a été accompagnée de la démolition des habitations précaires qui étaient occupées par les familles relogées par les services de la commune en présence des instances concernées.

NÂAMA

Présentation de l'étude d'aménagement et de développement des zones frontalières des Hauts Plateaux de l'Ouest

La troisième et dernière phase de l'étude relative à l'aménagement et au développement des zones frontalières des Hauts Plateaux de l'Ouest, couvrant quatre communes de la wilaya de Nâama, a été présentée et débattue, lundi, par Rabah Assid, directeur des Grands travaux et de l'aménagement du territoire au ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire.

Cette rencontre, qui a réuni l'exécutif de la wilaya, des responsables et des élus locaux, ainsi que des représentants de la société civile, a permis aux cadres de l'Agence nationale de l'aménagement et de l'attractivité du territoire d'exposer les différents volets de cette étude de trois phases, inscrite dans le cadre de la politique nationale d'aménagement du territoire à l'horizon 2030. Les participants ont examiné les différents aspects de cette étude, qui propose une vision intégrée pour le développement des zones frontalières des Hauts Plateaux de l'Ouest. Elle vise à promouvoir un développement intégré, à améliorer les infrastructures, les services publics, l'éducation, la formation professionnelle, la culture et l'environnement.

Dans son intervention, M. Assid a souligné les grands axes du programme de développement des zones frontalières, reflétant l'intérêt des hautes autorités du pays pour le développement de toutes les régions à travers la réalisation d'études ciblées et la valorisation de ces zones à travers des mécanismes efficaces. La dernière phase de l'étude porte sur la mise en place d'un tableau de bord de suivi permettant de contrôler la mise en œuvre des programmes et des projets dédiés à ces zones frontalières. L'étude inclut un diagnostic approfondi basé sur les spécificités démographiques, économiques, sociales et environnementales de chaque commune concernée de la wilaya de Nâama (Aïn Benkheïl, Sfissifa, Kasdir et Djenienne Bourezg), ainsi

que l'élaboration d'un système d'information géographique (SIG) et un schéma d'aménagement. Le programme d'aménagement de ces régions repose sur le renforcement des équipements et des infrastructures, la réalisation de structures économiques structurantes, le développement du réseau routier et la valorisation des ressources locales, à travers des initiatives publiques et privées. Le wali de Nâama, Lounès Bouzegza, a souligné à cette occasion l'importance de dynamiser les investissements dans les zones frontalières de la wilaya, considérées comme une priorité. Il a précisé que cette étude, élaborée avec la participation de tous les acteurs locaux, vise à établir un plan d'action pour le développement de ces territoires.

AVANCEMENT DES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT À CONSTANTINE

Les communes rurales rattrapent leur retard

La wilaya de Constantine poursuit activement le déploiement de son programme de développement local pour l'année 2025, visant à améliorer le cadre de vie des habitants et à répondre à leurs besoins essentiels. Dans un communiqué de presse dimanche 11 mai, les services de la wilaya ont fait état de l'avancement de plusieurs projets d'infrastructure dans différentes communes. À Constantine-ville, les travaux de

réfection des routes et des trottoirs progressent significativement dans le quartier de l'Émir Abdelkader. Ces aménagements s'inscrivent dans une stratégie globale d'amélioration de la mobilité urbaine et du confort des résidents. La commune de Beni Hamidene affiche quant à elle des résultats particulièrement encourageants avec la finalisation de la pose de la couche d'asphalte sur le projet d'aménagement et de pavage des

routes et des entrées de la meçta de Frifat. Ces travaux, qui s'étendent sur une distance de 900 mètres linéaires, sont désormais achevés à 95 %. Cette initiative facilitera considérablement les déplacements des habitants de cette zone rurale, renforçant ainsi leur connexion avec les centres urbains environnants. À Aïn Smara, les opérations de pavage ont démarré sur l'avenue Mohamed El-Adjabi. Les travaux s'étendent du quartier

El-Wiam El-Madani jusqu'au quartier des 506 logements, longeant la clinique polyvalente d'Houicha Ammar. Ces diverses initiatives s'inscrivent dans le cadre du programme de soutien au développement socio-économique des communes pour l'année 2025, témoignant de l'engagement des autorités locales à poursuivre l'amélioration des infrastructures de base et à dynamiser l'ensemble du territoire de la wilaya.

MASCARA

Le programme d'urgence pour améliorer l'approvisionnement en eau sera achevé d'ici fin mai

Le ministre de l'Hydraulique, M. Taha Derbal, a annoncé, lundi à Mascara, que le programme d'urgence visant à améliorer l'approvisionnement en eau potable dans la wilaya sera achevé d'ici la fin du mois de mai en cours. Dans une déclaration à la presse en marge de sa visite d'inspection dans la wilaya, le ministre a précisé que "la réalisation du programme d'urgence pour améliorer l'approvisionnement en eau potable sera finalisée fin mai, avec la réception de deux projets : la réhabilitation de la station de traitement d'eau du barrage de Bouhanifia et le renforcement de l'alimentation en eau potable de la commune de Tighennif à partir du système de transfert Mostaganem-Arzew-Oran (MAO)". Par ailleurs, le ministre a annoncé que "le projet de dragage du barrage de Fergoug, dans la

commune de Mohammadia, sera également réceptionné à la fin du mois de mai", ajoutant qu'une autre opération similaire est prévue pour ce même barrage en raison de son importance dans l'irrigation des terres agricoles de la plaine d'El Habra. M. Derbal a aussi révélé que la wilaya de Mascara bénéficiera de plusieurs projets de réhabilitation de stations d'épuration des eaux usées, dont certains entreront en service durant l'été prochain, ce qui permettra de renforcer les ressources en eau destinées à l'irrigation agricole dans la région. Il a rappelé que son ministère prépare l'inscription de nouveaux projets hydrauliques pour la wilaya de Mascara dans la prochaine loi de finances, selon un ordre de priorités. La visite du ministre à Mascara a compris plusieurs étapes, notamment l'inspection de l'état

d'avancement des travaux de renforcement de l'alimentation en eau potable de la commune de Tighennif à partir du système MAO, l'examen du projet de renforcement du barrage de la commune de Chorfa, où il a insisté sur la nécessité de finaliser les travaux au plus tard en octobre, l'inspection du projet de réhabilitation de la station de traitement d'eau du barrage de Bouhanifia, la visite de deux autres projets : la réalisation d'un réservoir de 15.000 m³ dans la commune de Sig et le dragage du barrage de Fergoug. Enfin, M. Derbal a donné, depuis le barrage de Bouhanifia, le coup d'envoi d'une campagne de réparation des fuites d'eau dans les différentes communes de la wilaya, avec la participation de plus de 20 unités de l'Algérienne des Eaux, une opération organisée par la direction générale de cette entreprise.

CHANGER DE VITESSE

Le secteur privé comme moteur de la croissance dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord

1^{ère} partie

L'économie mondiale est confrontée à une très grande incertitude qui assombrit les prévisions économiques. La croissance dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) a été modeste à 1,9 % en 2024 et, selon les prévisions du 8 avril 2025, elle devrait s'accélérer légèrement pour atteindre 2,6 % en 2025 et 3,7 % en 2026.

Ces projections sont toutefois teintées d'incertitude, compte tenu des effets potentiels de l'évolution des dynamiques commerciales sur la croissance mondiale, l'inflation et les marchés du pétrole. Les conflits ont fait reculer le développement dans l'ensemble de la région et les conséquences resteront visibles longtemps, accentuant une croissance chroniquement faible. Avec une consommation par habitant qui ne représente que 19 % du niveau de référence, la région est loin de la norme en matière de qualité de vie. La faible productivité globale des facteurs explique entre un tiers et la moitié de cet écart. Un secteur privé dynamique s'avère primordial pour combler l'écart constaté. Les entreprises peuvent alimenter la croissance, créer des emplois, améliorer les moyens de subsistance et servir de moteur à l'innovation dans l'économie. Mais dans l'ensemble, le secteur privé n'est pas dynamique dans la région MENA. La croissance de la productivité du travail est nettement en baisse dans la région. Peu d'entreprises investissent et innovent. Les marchés enregistrent peu d'entrées et peu de sorties. En outre, un fossé persiste entre un secteur privé formel étié et un vaste secteur informel. Malgré une scolarisation accrue, les taux d'achèvement du premier cycle de l'enseignement secondaire avoisinant les 70 % en moyenne, la région a longtemps sous-utilisé le capital humain. Les femmes sont pour l'essentiel exclues du marché du travail. Au regard de ces défis, le secteur privé de la région MENA est mal préparé à faire face à des chocs tels que les conflits et les phénomènes météorologiques extrêmes, même si certains éléments semblent indiquer que les entreprises de la région s'adaptent face à l'adversité. Pour stimuler la performance du secteur privé, les États de la région devront probablement redéfinir leur rôle. Le fait d'encourager la concurrence sur les marchés, d'uniformiser les règles du jeu pour les entreprises privées et les sociétés d'État et de faciliter la mise en place d'un environnement favorable aux entreprises pourrait contribuer grandement à libérer le potentiel de croissance de la région. Le libre accès aux données et l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes pourraient éclairer la voie à suivre, y compris l'évaluation constante de la politique industrielle, un sujet qui retient l'attention des responsables de l'action publique et des économistes du monde entier. Les entreprises peuvent elles-mêmes renforcer leurs capacités en améliorant leurs pratiques de gestion. Parallèlement, la mobilisation des talents inexploités des femmes, entrepreneures ou employées, pourrait stimuler la croissance. Perspectives de croissance régionale en période d'incertitude En 2024, la croissance du PIB réel dans la région MENA a été modeste à 1,9 % en moyenne, soit à peu près le même taux qu'en 2023. Ces chiffres globaux masquent des différences au sein de la région. La croissance dans les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) est passée de 0,4 % en 2023 à 1,9 % en 2024. Les cours

du pétrole et la production de l'or noir ont fortement baissé en 2023, ce qui s'est soldé par une quasi-stagnation de la croissance, tandis que la légère expansion de 2024 a été tirée par le secteur non pétrolier en Arabie saoudite comme aux Émirats arabes unis. L'embellie dans les pays du Conseil de coopération du Golfe a été atténuée par le ralentissement enregistré dans le reste de la région. Dans les pays en développement importateurs de pétrole, la croissance a fortement ralenti, son taux passant de 3,2 % en 2023 à 1,9 % en 2024, principalement à cause d'une croissance plus faible en République arabe d'Égypte qui s'explique par la mauvaise performance du secteur manufacturier, par des restrictions d'importations et par une réduction du trafic sur le canal de Suez. La décélération était encore plus accentuée dans les pays en développement exportateurs de pétrole, où elle est passée de 3,6 % en 2023 à 1,9 % en 2024, une situation en grande partie imputable à la République islamique d'Iran avec la stagnation de la production pétrolière. Depuis le 8 avril, les prévisions indiquent que la croissance du PIB régional devrait atteindre en moyenne 2,6 % en 2025 et 3,7 % en 2026. Les pays exportateurs de pétrole de la région devraient bénéficier d'une augmentation progressive de la production pétrolière, tandis que les importateurs de pétrole pourraient profiter d'une forte consommation privée et d'un ralentissement de l'inflation. Ces prévisions sont toutefois entourées d'incertitude. Des politiques mondiales incertaines, la faiblesse de la demande mondiale, la volatilité des marchés pétroliers et la fragilité font peser des risques sur la reprise de l'activité économique attendue dans la région. La baisse de la demande mondiale pourrait réduire les recettes d'exportation de pétrole, ajoutant aux pressions sur les comptes budgétaires et extérieurs des pays exportateurs de pétrole. Les pays importateurs de pétrole pourraient tirer avantage de la baisse des prix du pétrole. Cependant, la baisse des envois de fonds, conjuguée à la détérioration de la confiance des consommateurs et des investisseurs, peut entraîner des sorties de capitaux, mettant ainsi à rude épreuve leurs soldes extérieurs. L'évolution de l'incertitude entourant les politiques commerciales mondiales déterminera dans une mesure importante la matérialisation ou non des prévisions. L'aggravation de l'incertitude autour des politiques commerciales peut avoir des répercussions réelles. Elle pourrait influencer négativement les décisions du secteur privé, en particulier en ce qui concerne les investissements, l'entrée et la sortie des marchés, et la productivité. La vulnérabilité aux chocs commerciaux dépend de plusieurs facteurs. Les pays dont les exportations pétrolières sont importantes sont plus vulnérables à l'évolution des marchés pétroliers mondiaux, à la fois en raison de l'impact des chocs commerciaux sur la demande mondiale et des ajustements de l'offre. Les économies les plus intégrées aux marchés internationaux sont probablement plus vulnérables aux chocs commerciaux — même si la libéralisation et l'intégration des échanges

sont généralement associées à une croissance à long terme plus forte, bien qu'ayant des effets redistributifs. La vulnérabilité aux chocs commerciaux peut aussi être plus grande lorsque les exportations sont concentrées sur quelques produits ou quelques partenaires commerciaux, le manque de diversification limitant la capacité de l'économie à absorber les chocs spécifiques à un secteur ou à un pays. L'évolution de la dynamique du commerce mondial n'aura probablement pas d'effets directs importants sur plusieurs économies de la région MENA, compte tenu des schémas commerciaux actuels. Toutefois, les effets indirects de la conjoncture mondiale, notamment les prix du pétrole, posent des risques de dégradation importants. Les répercussions de l'évolution de la dynamique des échanges pourraient ralentir la consommation. L'évolution de l'incertitude dépendra des réponses stratégiques globales des autres partenaires commerciaux de la région MENA. À plus long terme, les chocs commerciaux subis par d'autres pays pourraient également toucher indirectement la région MENA par le biais de la réorientation commerciale. Ces effets seront négatifs ou positifs en fonction du contexte. Dans un environnement mondial incertain, plusieurs économies de la région MENA continuent de se heurter aux défis que posent les conflits et la fragilité.

La paix et la reprise demeurent précaires

Les conflits ont entravé le progrès économique dans la région MENA. Les pertes en vies humaines et les perturbations sociétales sont incommensurables, et les répercussions ont tendance à perdurer. Aucun pays de la région touché par la guerre ne s'est complètement remis des ravages causés à l'économie ces dernières décennies. Les pertes économiques provoquées par le récent conflit dont Gaza est l'épicentre sont énormes. En 2024, le PIB réel dans les territoires palestiniens a baissé de 27 % en moyenne : de 83 % à Gaza et de 17 % en Cisjordanie. Le rôle économique de la bande de Gaza dans l'économie de la Palestine a été très fortement réduit, la part de Gaza passant de 17 % avant le conflit à 3,3 % à la fin de 2024, alors même qu'environ 40 % de la population des territoires palestiniens vit à Gaza. En décembre 2024, la pauvreté était quasi générale à Gaza. Le taux de pauvreté en Cisjordanie est de 28,5 %. En février, lors d'une évaluation rapide provisoire conjointe des dommages et des besoins, la Banque mondiale, les Nations Unies et l'Union européenne ont estimé que les besoins pour le relèvement et la reconstruction s'élevaient au total à 53 milliards de dollars. Les perspectives économiques pour les Territoires palestiniens restent incertaines. Au Liban, la formation, au début de l'année 2025, d'un nouveau gouvernement orienté vers les réformes a mis fin à une paralysie politique qui a duré plus de deux ans. En fin 2024, la baisse cumulée du PIB du Liban depuis 2019 avoisinait les 40 %, après cinq années de crises dans le pays. L'évaluation rapide

des dommages et des besoins réalisée par la Banque mondiale a révélé que les dégâts matériels atteignaient un montant de 6,8 milliards de dollars, que les pertes économiques s'élevaient à 7,2 milliards de dollars et que les coûts du relèvement et de la reconstruction se chiffraient à 11 milliards de dollars. En République arabe syrienne, la fin du régime du président Bachar el-Assad en décembre 2024 a donné lieu à une transition politique après plus de 10 ans d'un conflit qui a entraîné le déplacement de plus de la moitié de la population d'avant la guerre. Les données d'imagerie nocturne indiquent un léger déclin de l'activité économique lors de cette transition de pouvoir. Dans ce contexte, le PIB devrait se contracter de 1 % en 2025, après un recul de 1,5 % en 2024. L'extrême pauvreté devrait continuer à augmenter avec la contraction du PIB. Depuis 2000, le PIB réel par habitant en République du Yémen a chuté de 59 %. La plupart des Yéménites ont sombré dans la pauvreté et le capital humain s'est sérieusement effrité. En 2020, plus de 40 % des habitations, 38 % des établissements de santé et 29 % des infrastructures de transport étaient déjà endommagés, selon l'évaluation rapide des dommages et des besoins réalisée par la Banque mondiale. Environ 63 % des ménages yéménites ont déclaré que leur consommation alimentaire était insuffisante, révèle le Programme alimentaire mondial dans son point sur la sécurité alimentaire (février 2025).

Syndrome de faible croissance chronique dans la région MENA

Les conflits et une croissance économique historiquement atone s'entremêlent dans la région MENA. Depuis 2000, la croissance du PIB par habitant dans la région est inférieure à la médiane, déjà pas très élevée, dans les pays à revenu comparable. Cette faible croissance est imputable en grande partie à la mauvaise performance du secteur privé. Les entreprises de la région MENA sont informelles, peu productives et mal préparées à surmonter les chocs. La croissance de la productivité du secteur privé déjà faible dans la région MENA recule davantage. Selon les dernières données disponibles tirées des enquêtes de la Banque mondiale auprès des entreprises axées sur les entreprises formelles, la croissance des ventes par travailleur a diminué en moyenne de 8 %, ce qui est bien pire que dans les pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure (-0,4 %), les pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure (0,4 %) et les pays à revenu élevé (2,4 %). Bien qu'elle varie considérablement d'un pays à l'autre, allant de -15 % en Égypte à -1,2 % au Maroc, la croissance des ventes par travailleur reste négative dans l'ensemble de la région.

(Source : Banque Mondiale Bulletin d'information économique de la région mena avril 2025)

TUNISIE

L’ombre des exportateurs européens pèse sur l’huile d’olive

La Tunisie est un poids lourd de la production mondiale et le 4^e exportateur mondial d’huile d’olive après l’Espagne, l’Italie et le Portugal. En dépit de ce statut, sa production reste encore largement sous-valorisée sur le segment des exportations, ce qui profite à ses concurrents de l’Union européenne. L’huile d’olive tunisienne est majoritairement exportée à bas prix (environ 2 dollars le litre), principalement vers l’Espagne et l’Italie, où elle est réexportée à des prix beaucoup plus élevés. C’est ce qu’indique la Chambre d’agriculture de France dans un rapport publié en avril dernier sur le marché mondial de l’huile comestible. Il convient de noter que la Tunisie exporte plus de 80% de sa production d’huile d’olive sur le marché international et 90% de ces volumes sont exportés vers les 27 États de l’union européenne (UE) en vrac, sans marque ni conditionnement. D’après la Chambre d’agriculture de France, cela permet aux importateurs européens comme l’Espagne et l’Italie, respectivement 1^{er} et 2^e exportateur mondial de la denrée, d’intégrer l’huile tunisienne dans leurs propres productions et de la revendre à des prix bien supérieurs sous des marques labellisées.

« En Italie, une part significative de l’huile vendue sous la dénomination "italienne" est en réalité un mélange contenant de l’huile tunisienne, mais reconditionnée sous des marques prestigieuses. Ces marques bénéficient d’une image de qualité supérieure, soutenue par l’héritage culturel et gastronomique italien, et renforcée par des certifications officielles telles que les labels DOP et IGP, quasiment inexistantes en Tunisie », explique l’organisme français. Les données compilées par l’Observatoire de l’agriculture indiquent par exemple que le prix à l’exportation du kilogramme d’huile d’olive conditionnée s’élevait à 16,7 dinars (5,5 \$), affichant une hausse de 48,6% par rapport à celui du kilogramme d’huile d’olive en vrac (3,7\$). De fait, une grande partie de la valeur ajoutée créée dans l’exportation d’huile d’olive échappe encore à la filière tunisienne. Ce manque à gagner est d’autant plus criant quand on sait qu’en dépit de cette réalité, le pays a engrangé 4,8 milliards de dinars (1,6 milliard \$) grâce à ses expéditions d’huile d’olive sur le marché international en 2024. Les exportations tunisiennes ont toujours été dominées par le commerce en vrac. Et pour cause : les coûts de conditionnement sont élevés en Tunisie, ce qui rend les exportateurs moins compétitifs que leurs concurrents européens.

MAURITANIE

Proparco finance les importations agroalimentaires via des accords avec 3 banques

Environ 44,5 millions \$ seront alloués à BEA, GBM et BMI pour leur permettre de financer plus facilement les importateurs de biens essentiels. L’opération vise à stabiliser l’approvisionnement en denrées, dans un contexte où les produits alimentaires représentent 36% des importations du pays au 1^{er} trimestre 2024.

En Mauritanie, Proparco, filiale du groupe Agence française de développement (AFD), a accordé une enveloppe de 40 millions d’euros (environ 44,5 millions \$) à trois banques locales pour soutenir les importations alimentaires et agricoles. Il s’agit de la Banque El Amana (BEA), la Générale de banque de Mauritanie pour l’investissement et le commerce (GBM) et la Banque mauritanienne de l’investissement (BMI). Ces institutions ont des profils et activités complémentaires. BEA, qui est historiquement active dans le secteur de la pêche et de l’agroalimentaire, obtiendra une ligne de garantie de 10 millions d’euros. GBM qui se positionne sur le financement des entreprises, obtiendra quant à elle 15 millions d’euros et la BMI, 15 millions d’euros. Ces ressources seront rétrocédées à des sociétés d’import de biens essentiels. A travers ces accords, les banques parte-

naires disposeront de garanties qui leur permettront d’améliorer les conditions de financement proposées aux importateurs. L’objectif est de fluidifier les opérations commerciales internationales dans des secteurs jugés stratégiques, notamment l’agroalimentaire. La GBM entend renforcer sa capacité à financer les importations de biens essentiels, en particulier les céréales et denrées agricoles de base. Elle proposera à ses clients importateurs des instruments de commerce international plus accessibles, tels que des lettres de crédit, lettres de crédit stand-by et traites avalisées, avec la garantie supplémentaire de Proparco. La directrice générale de la GBM, Dr Leïla Bouamatou, a salué un partenariat structurant pour le tissu économique mauritanien. « Cet appui nous permettra d’offrir des solutions de financement plus souples et accessibles à nos clients importateurs, contribuant à la

continuité de l’approvisionnement du pays et à la stabilité des marchés locaux », a-t-elle déclaré. Pour BEA, cette garantie renforcera son action auprès des opérateurs économiques locaux. Quant à la BMI, l’opération facilitera l’élargissement de son réseau de correspondants bancaires à l’international. Selon les données du premier trimestre 2024, les importations mauritaniennes sont fortement concentrées dans trois segments : les produits alimentaires (36%), les produits pétroliers (30%) et les matériaux de construction (22%). Sur la période, les achats de produits alimentaires ont atteint 10 755 millions MRU (271,2 millions \$). Les céréales représentent la part la plus importante (43%), avec le blé comme principal produit importé (95,3% des volumes céréaliers). Viennent ensuite les sucres et sucre-ries (22,5%).

POUR RÉPONDRE À UNE DEMANDE EXPONENTIELLE

L’Arabie saoudite veut booster son secteur hôtelier

Le secteur de l’hôtellerie en Arabie saoudite a été stimulé le jour de l’ouverture du Future Hospitality Summit, avec plus de 1 000 nouvelles clés d’hôtel annoncées dans le cadre de plusieurs accords de premier plan. Les principaux accords signés dimanche comprenaient de nou-

veaux développements hôteliers à Jeddah, Madinah et Qassim, soulignant la confiance soutenue des investisseurs dans les ambitieux plans d’expansion du tourisme du Royaume. Parmi les annonces notables, citons le partenariat de BWH Hotels avec Optimal Real Estate et

Rsoukh Trading Co. pour développer cinq nouvelles propriétés à Jeddah et Madinah. Cette initiative marque une étape importante dans la stratégie d’expansion régionale du groupe. "Nous avons signé cinq hôtels entre Djeddah et Médine", a déclaré Mujahid Pasha, directeur du déve-

loppement pour le Moyen-Orient chez BWH Hotels, lors d’une interview accordée à Arab News en marge de l’événement. "Le partenariat ne porte que sur cinq hôtels, mais ces cinq hôtels représentent environ 1 000 clés au total", a ajouté M. Pasha.

ÉGYPTE

Scatec lance la construction du projet Obelisk, 1,1 GW solaire avec stockage

Pour obtenir un approvisionnement électrique plus stable et réduire leur dépendance aux énergies fossiles, plusieurs pays africains s’orientent vers de grands projets solaires hybrides. L’Égypte franchit un cap avec le lancement d’un projet d’envergure. Le norvégien Scatec a annoncé lundi 5 mai 2025 le début des travaux de son projet Obelisk en Égypte. Il s’agit d’une centrale solaire avec stockage par batterie qui peut devenir la première du type en Égypte. Elle combinera 1,1 GW de photovoltaïque et 100 MW/200 MWh en stockage, qui seront vendus conformément à un contrat d’achat de 25 ans signé avec l’Egyptian Electricity Transmission Company (EETC). Le chantier est scindé en deux phases. La première de 561 MW avec stockage devrait entrer en service au premier semestre 2026. La seconde de 564 MW est at-

tendue pour la fin de l’année. Scatec assurera l’ingénierie, la construction, la gestion des actifs et l’exploitation de la centrale, dont le coût total s’élève à 590 millions USD, financé à 80% par de la dette sans recours. Pour différer son apport en fonds propres jusqu’à la fin des travaux, Scatec a signé deux prêts-relais pour un montant total de 120 millions USD, dont 90 millions auprès de The Arab Energy Fund et 30 millions auprès de la BERD. « Nous sommes fiers de donner le premier coup de pioche du premier projet hybride solaire et batterie d’Égypte, en nous appuyant sur notre expérience éprouvée dans des projets similaires. L’Égypte a des objectifs ambitieux en ce qui concerne la mise en place d’une importante capacité de production d’énergie renouvelable dans les années à venir, et cette étape renforce la position de Sca-

tec en tant que producteur d’énergie renouvelable de premier plan dans le pays » a déclaré Terje Pilskog, PDG de Scatec. Le projet Obelisk s’inscrit dans le cadre du renforcement du partenariat entre Scatec et l’Égypte conformément à l’initiative NWFEE qui vise à accélérer la transition énergétique du pays. Le 15 mars 2025, la ministre Rania Al-Mashat et le PDG de Scatec ont confirmé leur volonté de développer des projets stratégiques soutenus par des financements internationaux. Déjà active dans le solaire à Benban, Scatec prévoit d’élargir sa présence avec des projets dans l’hydrogène vert et l’ammoniac. En intégrant du stockage, le projet Obelisk marque une étape décisive vers un réseau plus flexible, et confirme l’Égypte comme marché clé pour les énergies renouvelables en Afrique.

FINANCES

La BIDC ouvre un bureau pays en Côte d’Ivoire

Dans le cadre de ses efforts visant à renforcer son engagement dans la sous région de la CEDEAO et à poursuivre son soutien au développement socio économique, la Banque d’Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) a signé un accord avec le Gouvernement de la République de Côte d’Ivoire pour l’ouverture de son tout premier bureau pays.

Cet accord a été signé au cours d’une cérémonie à Abidjan, en Côte d’Ivoire, avec le gouvernement ivoirien représenté par Son Excellence Monsieur Léon Kacou Adom, ministre des Affaires étrangères, de l’Intégration africaine et des Ivoiriens de l’extérieur, et la Banque représentée par Dr George Agyekum Donkor, Président de la BIDC et de son Conseil d’administration. Son Excellence Madame Nialé Kaba, ministre de l’Économie, du Plan et du Développement, Gouverneur de la BIDC pour la Côte d’Ivoire a également honoré cette cérémonie de sa présence. Dans son allocution, le Président de la BIDC et de son Conseil d’administration a exprimé sa profonde gratitude au gouvernement ivoirien, partenaire clé de la Banque, et a particulière-

ment salué l’engagement de Son Excellence Mme Nialé Kaba, Gouverneure de la BIDC pour la Côte d’Ivoire, pour son soutien indéfectible à la mise en œuvre de cette initiative conforme aux objectifs stratégiques de la Banque. Il a par ailleurs félicité le gouvernement de la République de Côte d’Ivoire pour les progrès macroéconomiques remarquables réalisés au fil des ans, qui ont valu au pays d’être classé comme la meilleure économie de la sous-région ouest-africaine avec une notation BB, perspective stable (S&P) et une notation Ba2, perspective stable (Moody’s). Soulignant les missions du bureau pays, Dr Donkor a déclaré que « le bureau pays jouera un rôle essentiel dans la mise en œuvre du plan stratégique de la Banque, en rendant celle-ci

plus accessible aux clients actuels et aux partenaires potentiels en Côte d’Ivoire et dans les États membres voisins, tout en facilitant la conduite d’interventions à fort impact ». Le ministre des Affaires étrangères, de l’Intégration africaine et des Ivoiriens de l’extérieur a salué l’initiative de la BIDC, exprimant l’espoir qu’une présence nationale permettrait à la Banque de répondre encore plus efficacement aux besoins des acteurs économiques, notamment dans le secteur privé, et de renforcer ses interventions sur le terrain. Il a conclu en renouvelant l’engagement de la Côte d’Ivoire à soutenir activement les actions de la BIDC en faveur de l’amélioration des conditions de vie des populations ivoiriennes et de la communauté ouest africaine dans son ensemble.

KENYA

Une coopération avec la Malaisie pour développer la filière huile de palme

Le Kenya est le 2ème importateur africain d’huile de palme après l’Égypte. Dans le cadre d’un renforcement de sa coopération commerciale avec la Malaisie, le pays d’Afrique de l’Est tient une opportunité pour développer une production locale encore embryonnaire. La Malaisie souhaite accompagner le développement de la production d’huile de palme au Kenya. C’est ce qu’a révélé Datuk Seri Johari Abdul Ghani, ministre malaisien des Plantations et des Produits de base, lors de sa visite officielle à Nairobi du 6 au 8 mai dernier, selon les informations relayées par le quotidien local The Citizen. Dans le cadre de cette initiative, le responsable a dévoilé son intention de transférer le Bureau régional de

l’huile de palme de la Malaisie pour l’Afrique subsaharienne de l’Afrique du Sud vers le Kenya. «Nous déplaçons notre bureau régional à Nairobi. Cela facilitera l’accès au soutien pour les acteurs locaux et leur permettra de résoudre leurs préoccupations plus rapidement. [...] Si le Kenya souhaite développer sa propre production, nous sommes prêts à l’accompagner. Nous pouvons accueillir les agriculteurs kenyans en Malaisie pour des formations, fournir des semences supérieures et les aider à créer un écosystème de transformation », a ainsi déclaré M. Ghani. Cette annonce est une bonne nouvelle pour le Kenya qui souhaite mettre en place une véritable filière et développer une production locale, en

vue de réduire progressivement sa dépendance totale aux importations. Il convient de noter que, dans la première économie d’Afrique de l’Est, la culture du palmier n’est encore réalisée qu’à titre expérimental dans les comtés de l’ouest du pays (Vihiga, Kakamega, Busia, Bungoma) et sur la côte (Lamu, Kwale). Pour soutenir le développement de cette filière encore naissante, l’Organisation nationale de recherche sur l’agriculture et l’élevage (KALRO) et l’Autorité de l’agriculture et de l’alimentation (AFA) ont produit 100 000 plants de palmiers à huile en 2023 et prévoient d’en distribuer 2,5 millions supplémentaires aux producteurs d’ici 2026 pour augmenter les superficies de culture. Globalement, cette offre d’appui

technique et matériel annoncée par la Malaisie, 2ème producteur mondial d’huile de palme derrière l’Indonésie, pourrait soutenir les efforts déjà mis en œuvre par les autorités kenyanes, s’il se concrétise. En attendant, le pays d’Afrique de l’Est doit, comme à son habitude, recourir aux importations massives pour couvrir ses besoins de consommation au cours des prochaines années. Les dernières projections formulées par le Département américain de l’Agriculture (USDA) suggèrent d’ailleurs que le Kenya devrait augmenter ses achats de la denrée de 23 % à 1 million de tonnes sur le marché international au terme de la campagne de commercialisation de 2024/2025.

NIGERIA

Plus forte croissance économique depuis 10 ans en 2024

Le Nigeria a enregistré sa plus forte croissance économique en une décennie l’année dernière, a indiqué la Banque mondiale (BM) dans un rapport publié lundi à Abuja. "Le PIB réel a augmenté de 4,6% par rapport à l’année précédente au quatrième trimestre 2024, por-

tant la croissance totale pour l’année 2024 à 3,4%, la plus élevée depuis 2014 (hors reprise post-Covid 19 en 2021-2022)", relève l’institution financière. L’accélération du PIB est principalement due à une reprise soutenue dans le secteur pétrolier et gazier, ainsi qu’à une forte croissance dans les secteurs

des technologies de l’information et de la communication et de la finance. Le secteur agricole a enregistré une croissance de 1,2 % l’année dernière. La Banque prévoit une croissance du PIB nigérian "légèrement plus élevée" cette année, à 3,7%.

BOTSWANA

Le projet de 683 millions \$ de Lucara menacé par des revenus en baisse

Dans son plan révisé en 2023, Lucara Diamond a augmenté de 25 % les coûts de construction de la mine souterraine de son projet de diamants Karowe au Botswana. Ce montant qui s’élève à environ 683 millions USD, est couvert notamment par la trésorerie de la société ainsi que par des prêts négociés. Au Botswana, Lucara Diamond a revu à la baisse ses prévisions de revenus pour l’exercice 2025 entre 150 millions USD et 160 millions USD, contre une fourchette initiale de 195-225 millions

USD. Cet ajustement, décidé à la suite d’un premier trimestre décevant pour les ventes de diamants, soulève des inquiétudes concernant le financement du projet d’expansion souterraine de la mine Karowe, indique la société dans son rapport publié le vendredi 9 mai. Lucara finance en partie les travaux de construction de ce projet grâce à son flux de trésorerie provenant de ses opérations minières existantes. Toutefois, avec des perspectives de revenus désormais plus faibles, la compagnie estime qu’il y a des risques que ces

fonds ne suffisent pas à couvrir les dépenses de développement planifiées. Dans ces conditions, elle envisage de s’appuyer sur d’autres options de financement comme des prêts ou des émissions d’actions. « Nous avons réussi à obtenir des financements par emprunt et par actions, mais il se peut que les futurs efforts de collecte de fonds ne soient pas couronnés de succès ou ne permettent pas d’atteindre les montants requis », peut-on ainsi lire dans le rapport. Cette projection pour le moins pessi-

miste laisse à nouveau planer l’incertitude sur un projet qui enregistre déjà un certain retard ces dernières années. Déjà en 2023, Lucara avait en effet révisé le plan de développement de la mine souterraine de Karowe, en raison d’un rythme d’exécution moins rapide que prévu. À cette occasion, la société a reporté la date de début d’exploitation à 2028 (contre 2026 initialement), tout en augmentant de 25 % le coût total de construction qui s’élève désormais à environ 683 millions USD.

TOGO

La BAD approuve un financement de 26,5 millions d’euros pour la construction d’une centrale solaire

Le Conseil d’administration du Groupe de la Banque africaine de développement a approuvé un financement de 26,5 millions d’euros pour le développement d’une nouvelle centrale solaire photovoltaïque de 62 mégawatts-crête à Sokodé, au Togo. Le financement comprend un prêt de 18,5 millions d’euros de la Banque africaine de développement et un prêt concessionnel de huit millions d’euros du Fonds pour l’énergie durable en Afrique (SEFA), géré par la Banque. Pro-parco, filiale de l’Agence française de développement axée sur la croissance du secteur privé dans les marchés émergents, apportera un cofinancement, faisant de ce projet de 61 millions d’euros un modèle de collaboration public-privé efficace. Ce projet est essentiel pour atteindre l’objectif du Togo d’installer 200 mégawatts-crête (MWc) de capacité d’énergie renouvelable d’ici à 2030. Il ouvrira la voie à la transition énergétique du pays, abandonnant la production thermique coûteuse et polluante, améliorant la sécurité et la fiabilité de l’approvisionnement énergétique et accélérant l’accès universel à l’énergie d’ici à 2030. « Le projet solaire de Sokodé est une réalisation historique qui souligne l’engagement fort du Togo en faveur de la transition vers les énergies renouvelables, conformément au pacte énergétique Togo M300 en cours d’élaboration, et l’engagement de longue date de la Banque à soutenir des projets d’énergie propre à travers le continent », a déclaré Kevin Kariuki, vice-président du Groupe de la Banque africaine de développement chargé de l’Électricité, de l’Énergie, du Climat et de la Croissance verte. Le projet soutient non seulement les efforts du Togo pour accéder à l’énergie grâce aux énergies renouvelables, mais il stimule également la croissance économique locale et renforce la sécurité et la fiabilité du pays sur le plan énergétique», a souligné M. Kariuki.

PRUDENTES APRÈS LA BONNE NOUVELLE DE LA TRÊVE COMMERCIALE

Les Bourses européennes ouvrent à l'équilibre

Les Bourses européennes ont ouvert à l'équilibre mardi, l'enthousiasme de la veille liée à la trêve commerciale entre les États-Unis et la Chine laissant place à la prudence face aux nombreuses incertitudes qui subsistent.

Les États-Unis et la Chine ont mis sur pause lundi leur guerre commerciale en annonçant la suspension pour 90 jours de la majeure partie des droits de douane prohibitifs qu'ils s'étaient mutuellement imposés et qui ont ébranlé l'économie mondiale. «Certes, l'accord ne dure que 90 jours (...) mais c'est tout de même une énorme surprise, étant donné que l'on croyait que les deux camps ne se parlaient plus jamais», souligne Ipek Ozkardeskaya, analyste chez Swissquote Bank. Concrètement, les deux premières puissances économiques mondiales acceptent de réduire largement - à 30% pour Washington et 10% pour Pékin - les surtaxes qu'ils s'étaient mutuellement imposé, contre respectivement 145% et 125% après l'escalade initiée par Donald Trump début avril. «Cette réduction spectaculaire des droits de douane est temporaire (...), mais pour les marchés, cela signe une fin perçue de la guerre commerciale et une tendance désormais à la désescalade», estime Jim Reid, économiste à la Deutsche Bank.

L'incertitude persiste

Si Wall Street a fini en forte hausse lundi (Dow Jones +2,81%, Nasdaq

+4,35%), en Europe, les Bourses se montrent méfiantes mardi et optent pour la prudence. Vers 07H10 GMT, la Bourse de Paris gagnait 0,06%, Francfort prenait 0,08%, Londres 0,05% et Milan 0,02%. «L'euphorie des dernières semaines reposait en grande partie sur l'espoir que Washington et Pékin parviennent à des concessions substantielles dans leur guerre commerciale», rappelle Jochen Stanzl, chez CMC Markets. «Une fois que cet espoir a été en partie réalisé, la question se pose désormais de savoir s'il existe encore de nouveaux catalyseurs pour faire monter les cours.» En Asie, l'indice hongkongais Hang Seng flanchait (-1,57%) dans les derniers échanges au lendemain d'un bond de plus de 3%. Les places de Chine continentale étaient plus mesurées, l'indice composite de Shanghai prenant 0,12% et Shenzhen cédant 0,19%. À la Bourse de Tokyo, l'indice vedette Nikkei a terminé en hausse de 1,43%. «Ce n'est pas la fin», ajoute Ipek Ozkardeskaya. «Les discussions peuvent être interrompues à tout moment», l'incertitude restant le mot d'ordre en attendant une trêve commerciale plus durable. «C'est un peu le flou artistique», résume John Plassard, spécialiste de l'investissement pour Mirabaud.

ASIE

Les marchés soutenus par la trêve douanière sino-américaine, le dollar souffle

Les Bourses en Asie étaient tirées mardi par la trêve partielle sur les droits de douane conclue par les Etats-Unis et la Chine, tandis que le dollar reprenait son souffle après avoir bondi la veille. Vers 02H00 GMT à la Bourse de Tokyo, l'indice vedette Nikkei grimpait de 1,62% à 38.256 points et l'indice élargi Topix de 1,21% à 2.775 points. La Bourse de Séoul gagnait 0,28%, Sydney 0,65%, Taipei bondissait de 1,88%. Après s'être envolé en fin de séance lundi, l'indice hongkongais Hang Seng reprenait son souffle (-0,73%), mais les places de Chine continentale, elles, suivaient la tendance à la hausse, à l'image des indices composites de Shanghai (+0,25%) et de Shenzhen (+0,58%). Alors qu'une partie des places asiatiques étaient déjà fermées, les Bourses américaines et européennes avaient bondi lundi, à l'unisson du dollar et du pétrole, alors qu'un vent d'optimisme gagnait les marchés après l'annonce des détails sur la pause dans la guerre commerciale entre les Etats-Unis et

la Chine. Les deux puissances se sont mises d'accord pour réduire largement, à 30% pour Washington et 10% pour Pékin, les surtaxes qu'elles s'imposent mutuellement, contre respectivement 145% et 125% après l'escalade initiée par Donald Trump début avril. Le dollar s'était envolé lundi après l'annonce des détails de la trêve commerciale sino-américaine. Mais le billet vert reprenait son souffle mardi dans les échanges asiatiques. Vers 02H00 GMT, il reculait de 0,43% face à la devise japonaise, à 147,83 yens pour un dollar. Pour autant, le yen, valeur jugée sûre, devrait rester sous pression. Le marché du pétrole pâtissait de quelques prises de bénéfices après avoir fortement grimpé la veille, dopé par le coup de frein à la guerre commerciale sino-américaine qui ravivait l'optimisme sur les perspectives de demande énergétique. Vers 02H15 GMT, le baril de WTI américain reculait de 0,36% à 61,73 dollars et celui de Brent de la mer du Nord de 0,37% à 64,72 dollars.

Nissan termine en hausse, Bayer très recherché

A l'agenda mardi, les investisseurs seront attentifs à la publication de l'indice des prix à la consommation (CPI) pour avril aux États-Unis. L'action du constructeur automobile Nissan a bondi de plus de 5% mardi à la Bourse de Tokyo avant de modérer ses gains, après que la presse japonaise a rapporté son projet de supprimer 10.000 postes de plus que les 9.000 déjà annoncés. Le titre de Nissan a terminé en hausse de 3%. La chaîne de télévision publique NHK a expliqué lundi soir que ce total de 19.000 postes supprimés réduirait la main-d'œuvre de Nissan d'environ 15%, sans donner plus de détails. Le géant allemand de la pharmacie et de l'agrochimie Bayer (+7,80% à Francfort vers 07H10 GMT) était recherché après avoir fait état mardi d'un bénéfice net de 1,3 milliard d'euros au premier trimestre, légèrement meilleur qu'attendu malgré un recul de 35% sur un an, tandis qu'il a légèrement revu en

baisse ses objectifs annuels. Jim Reid note un «retour massif vers les actifs américains (...) visible à plusieurs niveaux» avec la trêve commerciale, qui «écarte le scénario de récession aux Etats-Unis» pour le moment. Lundi, la hausse des actions américaine «a surpassé celui des autres régions», note-t-il. Le Dollar Index, qui compare la devise américaine à un panier d'autres grandes monnaies, a quant à lui retrouvé ses niveaux d'il y a un mois. Vers 07H10 GMT, le dollar cédait 0,25% face à la monnaie unique, à 1,1115 dollar pour un euro, reprenant son souffle après l'envolée de la veille. «Ce virage a aussi été ressenti sur les marchés de matières premières, avec une hausse du pétrole portée par l'espoir d'un regain du commerce mondial», poursuit Jim Reid. Le prix du pétrole se stabilisait mardi, le baril de Brent de la mer du Nord prenant 0,16% à 65,07 dollars et le baril de West Texas Intermediate 0,24% à 62,10 dollars.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 12 Mai 2025 Valeur : 14 Mai 2025					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		133.6336	133.6486
1	EUR	EURO		148.3734	148.4168
1	GBP	POUND STERLING		175.9263	175.9460
100	JPY	JAPANESE YEN		90.3357	90.3581
1	CNY	CHINESE YUAN		18.5209	18.5247
1	CHF	SWISS FRANC		158.1463	158.1827
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		95.6165	95.6751
1	DKK	DANISH KRONE		19.8910	19.8956
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.5615	13.5877
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.7836	12.7896
1	AED	UAE DIRHAM		36.3767	36.3907
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.6280	35.6330
1	KWD	KUWAITI DINAR		434.7222	434.9125
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.1814	44.6255
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.4452	14.4468
1	LYD	LIBYAN DINAR		24.3231	24.4478
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3468	3.3572
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		180.4388	180.4388

POINT-MARCHÉS

Les marchés mondiaux saluent le coup de frein à la guerre commerciale sino-américaine

Les Bourses mondiales comme le dollar et le pétrole ont pris de la vitesse lundi, alors qu'un vent d'optimisme gagne les marchés après la pause dans la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine. Les Etats-Unis et la Chine se sont mis d'accord pour réduire largement - à 30% pour Washington et 10% pour Pékin - les surtaxes qu'ils s'impo-

sent mutuellement, contre respectivement 145% et 125% après l'escalade initiée par Donald Trump début avril. Cette suspension de 90 jours prendra effet "d'ici le 14 mai", ont annoncé les deux premières puissances économiques mondiales dans un communiqué commun publié après deux jours de négociations à Genève. "C'est une vraie

respiration dans un marché qui a besoin de bonnes nouvelles", estime Christopher Dembik, conseiller en stratégie d'investissement chez Pictet AM. A Wall Street, le Dow Jones a avancé de 2,81%, l'indice Nasdaq a bondi de 4,35% et l'indice élargi S&P 500 a pris 3,26%. La Bourse de Paris a terminé en nette hausse de 1,37%, Francfort

a gagné 0,29%, Londres 0,59% et Milan 1,40%. Sur le marché des changes, vers 20H40 GMT, le billet vert, qui avait fortement souffert de la politique douanière de Donald Trump, grimpait de 1,43% face à la monnaie unique, à 1,1091 dollar pour un euro. A contrario, les valeurs refuges qui avaient profité de la tempête douanière retombent lourdement.

L'or perdait 2,68% à 3.235 dollars l'once. Côté pétrole, les investisseurs anticipent une hausse de la demande en or noir, grâce à la reprise des échanges commerciaux, poussant les prix. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord a pris 1,64% à 64,96 dollars et le baril de West Texas Intermediate a gagné 3,23% à 61,95 dollars.

POUR RENFORCER LES LIENS FACE À TRUMP

La Chine reçoit l’Amérique latine

La Chine accueille lundi à Pékin plusieurs dirigeants latino-américains, à la veille d'un grand forum diplomatique qui vise a renforcer ses relations avec la région dans un contexte de tensions commerciales avec les Etats-Unis.

Le géant asiatique a intensifié ces dernières années sa coopération écono-mico-politique avec les pays d'Amérique latine et espère qu'ils feront front commun avec elle face à l'actuelle cam-pagne de droits de douane du président américain Donald Trump. Les deux tiers des pays latino-américains ont déjà adhéré aux "Nouvelles routes de la soie", le grand programme commercial chi-nois de construction d'infrastructures (ponts, aéroports, ports, routes), mené principalement dans les nations en déve-loppement. Signe du poids grandissant du géant asiatique en Amérique latine: dans plusieurs pays de la région comme le Brésil, le Pérou ou le Chili, la Chine a supplanté les Etats-Unis comme premier partenaire com-mercial. Ce rapprochement sera célébré mardi avec l'ouverture à Pékin du forum entre la Chine et la Communauté des Etats latino-américains et des Caraïbes (Celac), un organisme intergouvernemental régio-

nal. Cette rencontre permettra de prendre le pouls des relations sino-latino-améri-caines, dans le contexte de la guerre com-merciale lancée par Donald Trump et des pressions de Washington pour contrer l'in-fluence de Pékin dans la région.

Lula invité

Des dirigeants latino-américains sont déjà présent en Chine, comme le président bré-silien Luiz Inacio Lula da Silva, arrivé sa-medi à Pékin pour une visite d'Etat de cinq jours. Depuis son retour au pouvoir début 2023, le dirigeant âgé de 79 ans s'efforce d'améliorer les relations de son pays à la fois avec Pékin et Washington. Symbole de relations bilatérales au beau fixe, les expor-tations brésiliennes vers la Chine ont dé-passé les 94 milliards de dollars l'an dernier, selon la base de données Comtrade des Na-tions unies. Puissance agricole d'Amérique du Sud, le Brésil exporte principalement

vers la Chine du soja et d'autres matières premières. Dans l'autre sens, le géant asia-tique vend notamment des semi-conduc-teurs, des téléphones, des véhicules et des médicaments. Lundi, le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, a rencon-tré à Pékin ses homologues cubain Bruno Rodríguez Parrilla, vénézuélien Yvan Gil, péruvien Elmer Schialer et uruguayen Ma-río Lubetkin. Ils se sont entretenus à Diaoyutai, grand complexe composé de bâ-timents officiels, de jardins et de lacs où sont accueillis les invités de marque. Parmi les autres participants attendus au forum Chine-Celac figurent le président colom-bien Gustavo Petro et son homologue chi-lien Gabriel Boric. La semaine dernière, Gustavo Petro a an-noncé qu'il signerait une lettre d'intention pour que son pays rejoigne les "Nouvelles routes de la soie" lors de son voyage en Chine.

NORVÈGE/APRÈS CONVERSION D'UN PRÊT

L'État devient actionnaire de la compagnie aérienne Norwegian

L'État norvégien a annoncé lundi qu'il allait de-venir actionnaire à 6,37% de la compagnie aérienne Norwegian après la décision de cette dernière de rembourser partiellement un prêt convertible contracté en 2021. En grande dif-ficulté après la crise du Covid, la compagnie avait obtenu de l'État norvégien un prêt convertible en actions de 1,2 milliard de couronnes en mai 2021.

L'État norvégien «a donné aujourd'hui son accord préalable au rachat par Norwegian de 50% des parts de l'État dans l'emprunt obligataire converti-ble perpétuel de 615,8 millions de couronnes nor-végiennes», indique-t-il dans un communiqué. L'État va recevoir 862,4 millions de couronnes, en plus des intérêts annuels prévus depuis son émission. «L'accord que nous avons conclu avec

Norwegian apporte à l'État un gain important. Il préserve l'objectif de maximisation des actifs de l'État», a déclaré Cecilie Myrseth, ministre du Commerce et de l'industrie. En parallèle, l'État norvégien va envoyer un avis de conversion des 50% restants dans le prêt en actions de la so-ciété, obtenant ainsi une participation de 6,37% dans Norwegian, poursuit le communiqué.

APRÈS LE BLACKOUT GÉANT DANS LA PÉNINSULE IBÉRIQUE

La Grèce renforce son réseau électrique

Le développement des énergies renouvela-bles et la connectivité limitée avec les pays voisins - des facteurs qui auraient pu jouer un rôle important dans la grande panne d'électri-cité en Espagne et au Portugal - sont également des caractéristiques du réseau énergétique grec. Les autorités grecques sont préoccupées par la panne d'électricité géante qui a privé de courant des millions d'Espagnols et de Portugais cette se-maine.

Les causes exactes de ce gigantesque blackout sont encore inconnues, mais des experts affir-ment que l'énergie produite à partir de sources re-nouvelables aurait pu entraîner une déstabilisa-tion du système de distribution dans la péninsule ibérique. Vassilis Zogas, directeur des opérations et du contrôle à l'ADMIE, le gestionnaire du réseau électrique hellénique, explique à Euronews que la gestion des énergies renouvelables est égale-

ment un défi permanent pour la Grèce, qui néces-site une coopération constante entre les contrô-leurs, les producteurs et le ministère de l'Énergie. "Cette production particulière, l'énergie verte,* qui est très utile et très économique et que nous vou-lons tous parce qu'elle ne pollue pas, a des ca-ractéristiques particulières", déclare-t-il. "Nous devons respecter ces caractéristiques, les identi-fier et prendre des mesures en conséquence".

ETATS-UNIS

Trump promet de réduire drastiquement le prix des médicaments

Le président américain Donald Trump a annoncé lundi un plan pour considérablement réduire les prix des médicaments aux Etats-Unis en les alignant sur ceux payés par d'autres grandes économies, une promesse qu'il n'avait pas réussi à te-nir lors de son premier mandat. "Les prix de certains médicaments sur or-donnance et produits pharmaceu-tiques baisseront presque immédiate-

ment de 50 à 80 ou à 90%" pour les Américains, a clamé le républicain lors d'une conférence de presse à la Maison Blanche. Des réductions spectaculaires qu'il compte principa-lement obtenir par le biais de nég-oiations avec les groupes pharma-ceutiques, opposés par le passé à des baisses de prix. "Big Pharma se conformera soit volontairement à ce principe, soit (nous utiliserons) le

pouvoir du gouvernement fédéral pour garantir que nous payons le même prix que les autres pays", a déclaré le président, tout en prenant la défense de l'industrie. "Je ne jette pas la pierre aux laboratoires phar-maceutiques. Je m'en prends davan-tage aux pays", a-t-il ainsi précisé, accusant l'Union européenne d'avoir été "brutale" dans la négociation des prix appliqués sur son territoire, for-

çant ainsi selon lui les groupes à les augmenter aux Etats-Unis. "Le pro-blème n'est pas que le prix des médi-caments sur ordonnance est trop bas en Europe et au Canada (...), c'est que l'industrie pharmaceutique, terri-blement cupide, a réalisé plus de 100 milliards de dollars de bénéfices l'an passé en escroquant le peuple amé-ricain", a rétorqué le sénateur de gauche Bernie Sanders dans un

communiqué. La Maison Blanche a annoncé envisager également de possibles mesures coercitives à l'en-contre des pays et des industriels et étudier la possibilité d'importer des produits pharmaceutiques de l'étran-ger. Les prix des médicaments aux Etats-Unis figurent parmi les plus éle-vés du monde et surpassent ceux appliqués chez ses voisins et en Eu-rope.

CANADA

Face à Trump, Mark Carney veut bâtir une nouvelle économie

Le nouveau Premier ministre cana-dien Mark Carney annonce une refonte économique majeure pour renforcer le pays face aux tensions avec les États-Unis, lors de sa première confé-rence de presse depuis sa victoire électo-rale. Le Premier ministre canadien Mark Carney a promis vendredi 3 mai 2025 de lancer la plus grande transformation de

l'économie depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale pour construire un pays "fort", capable de faire face aux États-Unis de Donald Trump. Pour sa première conférence de presse après la victoire électorale de son Parti libéral lundi, Mark Carney est apparu très dé-terminé. Connue pour peser chacun de ses mots, il a affirmé qu'il était "en poli-tique pour faire de grandes choses, pas

pour être quelque chose". Cet ancien banquier central, qui n'a ja-mais été élu auparavant, a réussi à convaincre les électeurs canadiens qu'il était le bon candidat pour faire face à la guerre commerciale et aux menaces d'annexion du président américain, Do-nald Trump. La relation entre les deux voisins est la "priorité immédiate" de son gouverne-

ment, a-t-il affirmé, annonçant qu'il se rendait dès mardi à Washington pour rencontrer le président américain. Pour ces discussions centrées sur "les pressions commerciales actuelles" et "les futures relations économiques et de sé-curité" entre les deux pays, il ne faut pas s'attendre à de la "fumée blanche" à l'is-sue de la rencontre.

SELON UNE RESPONSABLE DE LA FED **L'économie américaine reste pénalisée par les droits de douane**

La responsable de la politique mo-nétaire américaine souligne l'incerti-tude, au terme de la trêve de 90 jours déclarée ce lundi par Wash-ington et Pékin. Bien, mais pas suffisant pour mar-quer une rupture. Les Etats-Unis et la Chine ont annoncé lundi la sus-pension pour 90 jours de la majeure partie des droits de douane punitifs qu'ils s'étaient mutuellement impo-sés. Et "c'est évidemment un pro-grès", a déclaré la gouverneure de la Fed Adriana Kugler, lors d'un événement en Irlande. Toutefois, les droits de douane en-tre les deux pays "restent assez élevés", alors que "la Chine est tou-jours un partenaire commercial ma-jeur dont nous importons beaucoup de produits", a-t-elle ajouté. "Dans ces conditions, je m'attends toujours à une hausse des prix et à un ralentissement de l'économie, néanmoins pas dans les mêmes proportions qu'avant" la détente en-tre Pékin et Washington, a-t-elle dit. Il reste toujours beaucoup d'incerti-tudes autour de ce qui se passera quand la pause prendra fin, a-t-elle poursuivi. "Mais cela aide, n'est-ce pas? Cela va évidemment dans la bonne direction", a noté Mme Ku-gler. Un peu plus tôt, dans un discours, elle avait souligné que les politiques commerciales "semblent suscepti-bles d'avoir des répercussions éco-nomiques significatives, même si les droits de douane restent proches de leur niveau actuel", "en-core beaucoup plus élevé que lors des dernières décennies". Quant à l'incertitude autour de l'évo-lution des droits de douane, elle a "déjà eu", selon Mme Kugler, "des répercussions sur l'économie" via une ruée sur les importations et une modification du moral des ménages et des entreprises ainsi que de la façon dont ils voient l'avenir.

CYBERATTAQUE MONDIALE

Le FBI fait tomber un botnet géant qui détournait vos routeurs depuis plus de vingt ans

Pendant plus de 20 ans, des cybercriminels ont transformé des milliers de routeurs obsolètes en proxys résidentiels pour dissimuler leurs activités illégales. Après une traque d'un an, les autorités viennent de démanteler le réseau Anyproxy/5Socks et d'inculper quatre personnes.

C'est une affaire qui en dit long sur les failles persistantes dans les réseaux domestiques et professionnels. Depuis 2004, les services 5Socks et Anyproxy louaient à bon prix des adresses IP issues de routeurs piratés, principalement des modèles arrivés en fin de vie, trop anciens pour être mis à jour. Ces équipements, infectés à l'insu de leurs propriétaires, servaient de points de relais anonymes pour des cyberattaques, du vol de cryptomonnaies ou des campagnes de fraude en ligne. En mai 2025, après plus d'un an d'enquête, les autorités ont réussi à neutraliser l'infrastructure du botnet, mettre la main sur les domaines utilisés et inculper quatre ressortissants russes et kazakhstaniens pour leur rôle dans cette entreprise lucrative et clandestine.

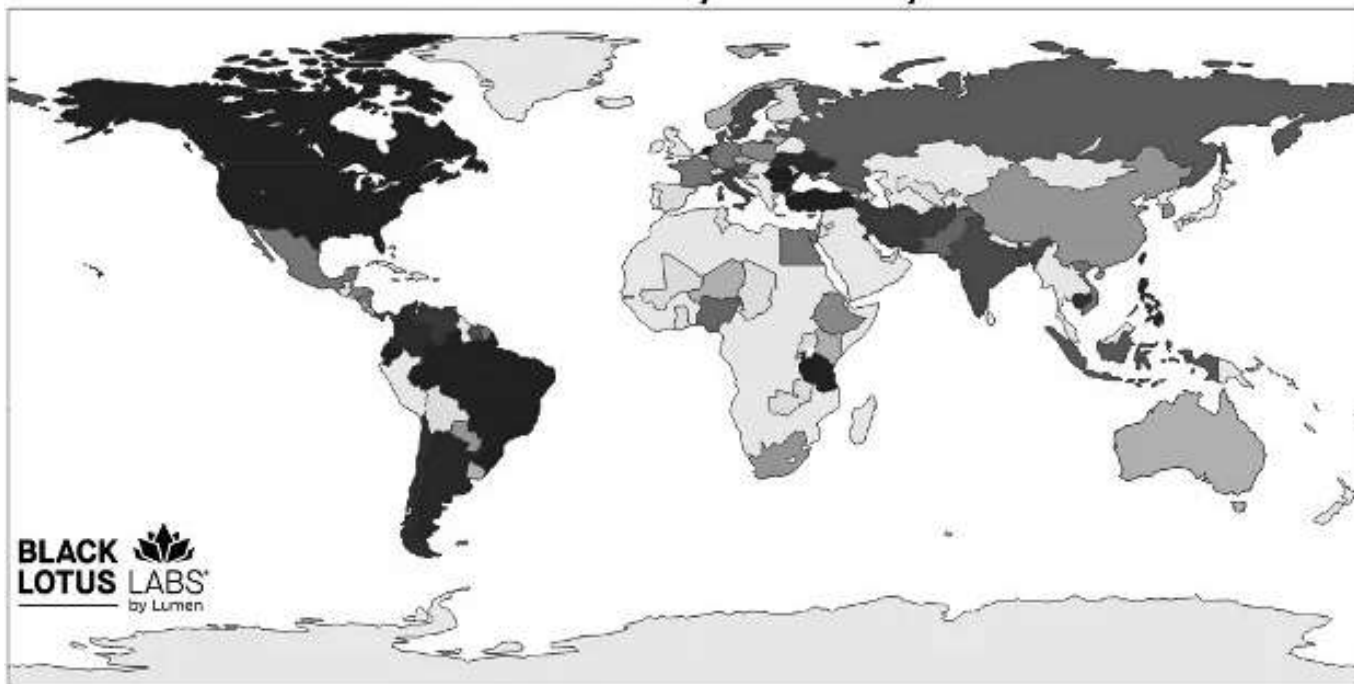
Un business à 46 millions de dollars alimenté par des routeurs zombies

À l'origine de ce réseau, des routeurs domestiques et professionnels pris pour cible en raison de failles anciennes, publiques et non corrigées. Linksys E1200, Cisco Valet M10, Cradlepoint E100 ou encore Linksys WRT310N, autant de modèles obsolètes, délaissés par les mises à jour de sécurité et facilement piratables. Une fois compromis, ils étaient infectés par une variante du malware TheMoon, permettant leur reconfiguration à distance pour les transformer en proxys. Ces appareils venaient ensuite grossir les rangs d'un botnet piloté depuis une infrastructure de commande installée en Turquie, selon les observations de Black Lotus Labs. Celle-ci reposait sur cinq serveurs, dont quatre échangeaient activement avec les machines infectées via le port 80 pour transmettre des instructions et maintenir le lien avec le réseau. Le cinquième, plus discret, recevait du trafic en UDP sur le port 1443 sans jamais répondre, ce qui laisse penser qu'il servait à centraliser ou stocker des données exfiltrées depuis les appareils compromis. En moyenne, un millier de proxys communiquaient chaque semaine avec ces ser-

veurs, répartis dans plus de 80 pays. La majorité des victimes se trouvait aux États-Unis, au Canada et en Équateur, mais des infections ont également été détectées en Europe, notamment en France.

D'après les éléments partagés par le Department of Justice, les services 5Socks et Anyproxy formaient a priori deux vitrines d'un même réseau. Le premier affichait ouvertement son ancienneté avec un slogan daté – « Working since 2004 ! » – et plus de 7 000 proxys proposés à la vente. Mais c'est Anyproxy qui concentrait, selon la justice américaine, l'essentiel des opérations commerciales. Ce service aurait permis aux administrateurs d'amasser plus de 46 millions de dollars en vendant l'accès à ces routeurs détournés via des abonnements mensuels facturés de 10 à 110 dollars, le tout sans authentification ni restriction. Certains ports restaient même ouverts après expiration de l'accès, autorisant d'autres acteurs à en détourner l'usage gratuitement. Grâce à une opération conjointe menée

Victims By Country



par le FBI, le DoJ, la police néerlandaise et la police thaïlandaise, les serveurs ont été désactivés, les noms de domaine saisis et quatre ressortissants russes et kazakhstaniens ont été inculpés aux États-Unis. Une opération d'envergure, qui ne règle toutefois pas le problème de fond. Tant que des équipements en fin de vie restent connectés au réseau, d'autres infrastructures du même type pourront émerger ailleurs.

Comment se protéger face à ce type de menaces ?

Si votre routeur a plus de cinq ans, qu'il ne reçoit plus de mises à jour, ou que l'administration à distance est activée par défaut, vous êtes une cible rêvée. La meilleure option reste de le remplacer par un modèle encore suivi par le fabricant. Plus simple, plus sûr... mais aussi plus cher.

Si ce n'est pas possible, quelques réglages permettent déjà d'éviter le pire. Coupez l'accès à distance si vous ne l'utilisez pas,

remplacez les identifiants par défaut – « admin / admin », c'est non –, vérifiez que le firmware est à jour depuis le site officiel, pas via un lien trouvé sur un forum, redémarrez votre appareil de temps en temps pour purger d'éventuels processus persistants et surveillez étroitement les signes d'anomalie comme des lenteurs réseau, une surchauffe, des changements de configuration ou du trafic inconnu. Pour les entreprises ciblées par ce type de botnets, le danger est plus insidieux. Le trafic en provenance d'IP résidentielles paraît souvent anodin, ce qui pousse certains systèmes de sécurité à le laisser filer sans broncher. Et c'est justement ce que recherchent les cyberattaquants. Mieux vaut donc intégrer les indicateurs de compromission partagés par les chercheurs, surveiller les comportements anormaux même quand ils viennent d'IP a priori banales, et durcir l'accès aux services exposés sur le réseau.

Sources : U.S. Department of Justice, FBI, Lumen's Black Lotus Labs

Alerte maximale sur PayPal : des e-mails frauduleux mettent vos comptes bancaires en danger

Les escroqueries PayPal connaissent une hausse alarmante, avec des e-mails frauduleux multipliés par sept ces dernières semaines. Les cybercriminels perfectionnent leurs techniques pour piéger les utilisateurs pressés ou tout simplement inattentifs. Le monde des paiements en ligne est un terrain de chasse privilégié pour les hackers, et malheureusement, PayPal est dans leur ligne de mire. Selon McAfee Labs, une campagne d'usurpation de la plateforme particulièrement effi-

cace a généré plus de 600 e-mails frauduleux en une seule journée. Ces messages, sous couvert d'urgence administrative, incitent les utilisateurs à mettre à jour leurs informations sous 48 heures, sous peine de voir leur compte suspendu. Et c'est très efficace, comme vous allez le voir.

600 e-mails frauduleux PayPal en 24h, l'imparable stratégie des pirates

Les cybercriminels ne manquent pas d'imagination quand il s'agit de vous

délester de vos identifiants PayPal. L'avis de suspension de compte reste leur grand classique. Le pirate vous envoie message affolant qui vous annonce que votre compte sera bloqué si vous n'agissez pas immédiatement. L'urgence, voilà leur arme favorite. Ces messages comportent généralement un bouton « Update Your PayPal Account », Mettez à jour votre compte PayPal en français qui vous redirige vers un site clone parfaitement imité. Autre scénario fréquent : la fausse

enquête ou la promotion alléchante. « BONUS : opportunité de 100 euros offerts en carte cadeau », qui résisterait à cette aubaine ? Certainement pas les milliers d'utilisateurs qui tombent dans le panneau chaque mois. Surtout qu'en plus de l'urgence, les messages vous invitent à « répondre à une courte enquête » ou à « confirmer votre récompense », sans donc trop abuser de votre temps. Le tout pour vous soutirer vos précieuses données de connexion, puis d'aboutir à la collecte potentiellement d'infor-

mations bancaires. La sophistication de ces attaques est hélas remarquable. McAfee Labs note que les escrocs ont affiné leur stratégie en se concentrant principalement sur la messagerie électronique, plutôt que de disperser leurs efforts sur plusieurs canaux, comme les SMS et autres. Les e-mails frauduleux sont conçus pour imiter le style visuel et la communication officielle de PayPal, avec logos, mise en page et formulations quasi identiques.

LICENCIÉ POUR AVOIR CRITIQUÉ ELON MUSK

La fronde interne secoue Tesla

Alors que les ventes de Tesla plongent pour la première fois depuis une décennie, des voix s'élèvent en interne contre Elon Musk. Dans une lettre ouverte, des salariés actuels et anciens l'accusent de nuire à la marque et à sa mission en raison de ses prises de position politiques. L'un d'eux, Matthew LaBrot, licencié après avoir publié cette lettre, cristallise le malaise grandissant chez le constructeur californien.

Depuis plusieurs mois, Tesla traverse une période de turbulences marquée par une chute brutale de ses ventes et une contestation inédite en interne. Pour la première fois depuis dix ans, les ventes de la marque électrique américaine ont reculé en 2024, une tendance qui s'est encore accentuée au premier trimestre 2025. En tête des griefs exprimés par certains salariés : le comportement et les prises de position politiques de leur PDG, Elon Musk, qu'ils accusent de nuire à l'image de la marque et de faire fuir les clients.

Des salariés dénoncent l'impact d'Elon Musk sur les ventes de Tesla

Parmi les figures de cette fronde interne figure Matthew LaBrot, jusqu'alors responsable de la formation à la vente et à la livraison pour l'ensemble du continent nord-américain. Employé de Tesla depuis 2019, fervent utilisateur des produits de la marque (il possède un Cybertruck, une Model Y et un système solaire Tesla), M. LaBrot s'est dit progressivement déçu par Musk, notamment depuis le rachat de Twitter (rebaptisé X) et ses engagements politiques en faveur de Donald Trump. Il affirme que ses critiques publiques sur un site internet qu'il a lui-même lancé le 24 avril ont entraîné son licenciement le len-



demain. Le site comportait une lettre ouverte appelant à remplacer Elon Musk à la tête de Tesla. Il a ensuite participé à un rassemblement baptisé "Tesla Takedown", affichant sur son Cybertruck les slogans "Pro Clean Energy, Pro Sustainability, Pro EV, Pro Tesla, Anti Elon". La démarche de M. LaBrot a provoqué un écho certain au sein de l'entreprise, bien que la plupart des salariés préfèrent rester discrets. Certains partagent ses préoccupations sur les effets de la personnalisation excessive de Tesla par son dirigeant, d'autres considèrent que Musk n'influe que peu sur leur travail quotidien. En tout cas,

les chiffres sont sans appel : au premier trimestre 2025, Tesla a vu ses livraisons chuter de 13 % par rapport à la même période en 2024, et de plus de 15 % en Californie, son marché historique.

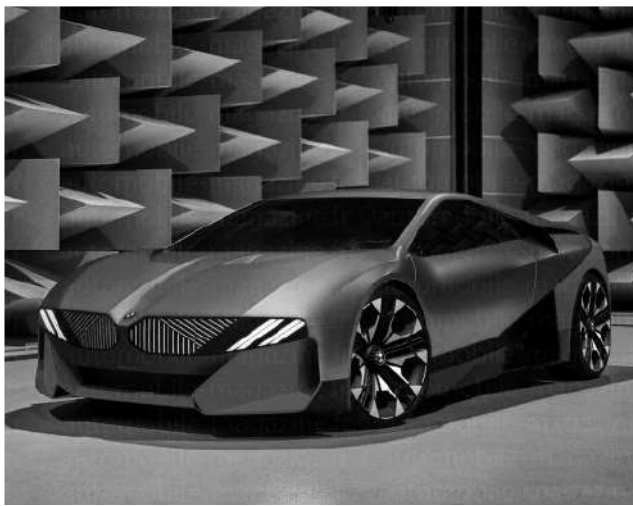
Tesla face à une crise d'image et une demande en chute libre

Selon les employés, la thèse officielle de l'entreprise, qui impute la baisse des ventes à la transition vers la nouvelle Model Y, ne tient pas. "Ces voitures sont aujourd'hui en stock, invendues, semaine après semaine. La production est efficace, la qualité est

bonne, les processus sont solides. C'est la demande qui est cassée", dénoncent-ils d'après nos confrères de Business Insider. Matthew LaBrot affirme que l'impact des prises de position politiques de Musk se fait sentir sur le terrain, notamment dans les régions à forte sensibilité progressiste. Il rapporte une baisse sensible du nombre de visiteurs en concession, une multiplication des incitations commerciales et une pression accrue sur les équipes pour conclure chaque vente. Il souligne que les clients de gauche, jadis très présents, ont tout simplement disparu. Les conséquences de cette crise de l'image sont visibles même dans les usines : Tesla a demandé aux employés de la Gigafactory Texas de prendre une semaine de congé, preuve de la baisse d'activité. Pendant ce temps, les Model Y fraîchement produites s'accumulent dans les stocks, y compris dans leur version récente et en ouverture de gamme, proposée depuis avril.

Enfin, le site X (ex-Twitter), pourtant présenté par Elon Musk comme un bastion de la liberté d'expression, a suspendu le compte qui relayait la lettre ouverte. Une action jugée ironique par les soutiens de M. LaBrot, qui continuent aujourd'hui d'appeler au départ d'Elon Musk de la direction de Tesla.

BMW va faire renaître une de ses sportives les plus emblématiques !



Mercedes-Benz commence à déployer son programme Mythos, des modèles exclusifs dont le tout premier opus est l'AMG PureSpeed. S'en suivront une berline et un SUV ultra sportifs 100% électriques eux aussi badgés AMG. De quoi donner des idées à BMW qui lui aussi veut sa part du gâteau. Une porte-parole de la division M vient d'officialiser le retour dans la gamme de la supercar BMW M1. La rivale parfaite de la Mercedes-AMG One ? Tandis que d'autres réalisations exclusives viendront par la suite tout en haut du catalogue de la marque à l'hélice. Mercedes-Benz a clairement annoncé de futures coupes franches dans ses gammes et une réorientation du catalogue vers l'univers du luxe. Une stratégie visant plus haut afin de réaliser davantage de profits et accroître la rentabilité. Ainsi, la berline compacte Mer-

cedes Classe A et le monospace Mercedes Classe B seront sacrifiés tandis qu'à l'autre bout du spectre, des réalisations exclusives, à la manière de l'AMG PureSpeed puis de la berline hautes performances et de son pendant SUV, tous deux 100% électriques et badgés AMG, viendront épauler la supercar hybride Mercedes-AMG One. Pour les marques premium, il y a de belles opportunités à saisir. C'est pourquoi, BMW ne souhaite pas être en reste.

Le retour de la BMW M1 est officialisé

La firme à l'hélice veut elle aussi sa part de ce nouveau gâteau. A noter cependant, que contrairement à la marque à l'étoile, BMW n'est pas prêt à sacrifier son entrée de gamme. La Série 1 aura bel et bien une descendance, 100% électrique qui se nommera BMW i1. Car BMW s'appuiera op-

portunément sur son alliée MINI, un soutien que n'a pas Mercedes. Sylvia Neubauer, la vice-présidente de BMW Motorsport, vient de déclarer à nos confrères britanniques du magazine Auto Express "une voiture de sport inspirée par la M1 permettra de renforcer l'image de la marque. Ces autos-là ont un effet positif sur l'image et même sur les autres produits de la gamme. Elle figure dans notre futur plan produit". Après la BMW M1 Hommage dévoilée, en 2008, lors du concours d'Élégance de la Villa d'Este sur les bords du lac de Côme en Italie, célébrant alors les 30 ans de la BMW M1, puis du prototype BMW Vision M Next de 2019 qui, lui aussi s'inspirait très fortement des lignes de la supercar M1, la marque de Munich lui a enfin mis une héritière sur les rails !

Quel moteur pour la future BMW M1 ?

Malgré sa plastique futuriste et exclusive, la BMW i8, commercialisée de 2014 à 2020, ne pouvait pas être considérée comme une "vraie" supercar. Notamment en raison de ses choix techniques plus novateurs que simplement portés sur la performance. Bien avant de nombreuses concurrentes, l'i8 avait en effet choisi la technologie hybride. Mais à l'époque, c'est un petit 3-cylindres 1,5 litres turbo qui, épaulé par une machine électrique, délivrait une puissance totale de 374 ch. Tandis que l'imposant et singulier SUV BMW XM, 5,11 m de long et 2,6 tonnes sur la balance pour une puissance cumulée de 653 ou 748 ch selon la version, présenté à l'occasion des 50 ans de la division M n'a pas convaincu les puristes. C'est pourquoi, la future BMW M1 devrait leur parler davantage.

Reste à savoir si elle convoquera une technologie hybride rechargeable à la manière du XM précité mais également de la dernière mouture de la BMW M5 ? Ou bien si elle misera sur le 100% électrique ? Pour mémoire de 1978 à 1981, les 455 BMW M1 qui furent produites disposaient d'un 6-cylindres en ligne fort de 277 ch (M88) qui servit ensuite à la BMW M635CSI. En attendant, BMW occupera un peu le terrain, avec la version de série du concept car BMW Skytop qui sera produit en petite quantité avec un tarif voisin de 500 000 €. Avec ce dernier, qui dérive étroitement de la BMW Série 8 Cabriolet, la marque applique finalement une recette assez semblable à celle de Mercedes dont l'AMG PureSpeed est une déclinaison spécifique de son SL.

Mots fléchés

Reddition		Qui contient du lait		Bizarre		Entrée vietnamienne		Lanterne des morts		Proclamation publique	Têtes nucléaires	Livre avec des bulles	
Topographie						Petites branches						Île de France	
								Accueil					
								Ville d'Algérie					
Pays d'Asie		Muse de la musique		Nettoyage de la cheminée									Oiseau migrateur
						Princesse indoue						Seuil	
						Port d'Athènes							
Exécute				Pays d'Asie						Lombric			
Tonneau										Zoo			
			Nickel	Profit						Mince			
				Ville du Maroc						Rapine			
Indolence								Saharienne					
Maudit								Suite d'étoiles					
					Gaz rare						Circonstance		Île méditerranéenne
Travaux pratiques			Sous-préfecture de la Loire	Canard nordique		Ensermée							
Chandelles						Peuples de l'Europe centrale							
							Ligue française d'athlétisme	Astale	Prénom masculin				
Pronom personnel de troisième personne			Clignements									Poilue	
			Actrice française (Fanny)										
			Jadis le bronze										
Métier et artiste	Période			Prénom féminin				Sommet					Substances
	Immigré			Empereur russe				Brun					
							Arbre mécanique						
							Soûls						
Beaucoup					Ancienne Thaïlande								
Beau perroquet					Uniques								
			Champion			Instruments de musique							
			Givre			Sol d'un acide							
Amertume													
Naturel								Petit socle					Rude
				Bison d'Europe									
				Troisième personne du pluriel				Ville d'eau					
Humour		Arbuste						Note de musique			Petit ordinateur		
		Saint normand						Arme de guerre			Tora-seconde		
			Toucher au tennis					Abbé					
Ni blonde, i brune								Office divin					

ACCIDENTS DE LA ROUTE

41 morts et 1584 blessés en une semaine

Quarante-et-une (41) personnes sont décédées et 1584 autres ont été blessées dans 1356 accidents de la route, survenus du 04 au 10 mai à travers le pays, indique mardi un bilan hebdomadaire de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Ain Defla avec trois (03) morts et 45 blessés, dans 31 accidents de la route, précise la même source. Par ailleurs, les unités de la Protection civile sont intervenues pour l'extinction de 709 incendies urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger (80 incendies), Oran (53) et Blida (45). Durant la même période, les unités de la Protection civile ont procédé au sauvetage de 451 personnes en situation de danger et à l'exécution de 6581 opérations d'assistance diverses, conclut le communiqué.

ONG

Un record de plus de 83 millions de déplacés dans le monde

Les conflits comme au Soudan, l'agression sioniste à Gaza et les catastrophes naturelles ont poussé le nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays (PDI) à un nouveau niveau record de 83,4 millions à la fin de 2024, selon un rapport annuel publié mardi. Le nombre de déplacés a bondi de 50% au cours des six dernières années, précisent l'Observatoire des situations de déplacement interne (IDMC) et le Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC), dans leur rapport conjoint publié à Genève. Ce nombre de 83,4 millions - l'équivalent de la population de l'Allemagne - est à comparer aux 75,9 millions de déplacés internes que comptait le monde à la fin 2023. "Le déplacement interne est l'endroit où se croisent conflit, pauvreté et crise climatique, et qui frappe les plus vulnérables de plein fouet", a déclaré Alexandra Bilak, directrice de l'IDMC, dans un communiqué. Contrairement aux réfugiés qui fuient un pays pour s'installer ailleurs, les déplacés sont des personnes qui ont dû partir mais qui restent dans leur pays. Le nombre de pays signalant des déplacements dus à la fois aux conflits et aux catastrophes a triplé en 15 ans. Plus des trois-quarts des déplacés internes en raison de conflits vivent dans des pays très vulnérables au changement climatique. Près de 90% de ces déplacements forcés sont dus aux violences et aux conflits. Ils concernent 73,5 millions de personnes, un chiffre en augmentation de 80% depuis 2018. Les catastrophes ont elles obligé près de 10 millions de personnes à fuir et à s'installer ailleurs, un chiffre qui a doublé en cinq ans. Fin 2024, 10 pays comptaient chacun plus de trois millions de déplacés internes dus aux conflits et aux violences.

ENERGIES RENOUVELABLES

L'UE veut accélérer la délivrance de permis

L'Union européenne veut accélérer le déploiement des énergies renouvelables quitte à retoucher certaines lois de protection de la biodiversité, a indiqué le commissaire européen, Dan Jorgensen. Dans un entretien publié mardi par le média en ligne Contexte, M. Jorgensen juge "totalement inacceptables" les délais actuels pour obtenir l'autorisation de lancer des projets d'énergies renouvelables. "Aujourd'hui, c'est sept ou dix ans, voire plus d'une décennie. Cela doit changer fondamentalement" pour s'en tenir à un délai de six mois maximum,

a estimé le commissaire européen en charge de l'énergie. L'octroi de permis relève des Etats membres, mais est encadré par des lois européennes sur les énergies renouvelables et la protection de l'environnement. Revoir les lois de protection de la biodiversité, notamment des oiseaux et de leurs habitats afin d'implanter des éoliennes, est un sujet sensible. "Je suis conscient que cela peut être considéré comme controversé", mais "la législation actuelle ralentit tellement le processus de déploiement d'énergies renouvelables qu'elle "met en péril la transition

verte", a argumenté Dan Jorgensen. La Commission est en train de passer en revue ces textes pour "réduire la paperasserie" sans "nuire à l'objectif" environnemental, assure le commissaire. "La nature ne sera pas affectée par le fait que l'autorisation soit donnée après six mois au lieu de dix ans", a estimé le responsable, qui se présente comme un défenseur de l'environnement. La réduction des délais s'inscrirait dans un plan de "simplification" de la politique énergétique, que prépare la Commission.

BLIDA

Lancement des travaux de réalisation de plus de 45.000 unités de logements en 2025

Les travaux de réalisation de plus de 45.000 unités de logements (toutes formules confondues) seront lancés dans la wilaya de Blida, durant l'année 2025, a-t-on appris mardi auprès des Services de la wilaya. Une majorité de ces unités de logements réparties à travers différentes communes de la wilaya, relève de la formule location-vente "AADL", a indiqué la même source. Les services de la wilaya ont cité parmi les plus importants projets

dont les travaux débuteront cette année, le programme "AADL 3", portant sur la réalisation de 37.300 unités de logement, dont 25.000 seront implantées sur un site mitoyen à l'autoroute Est-Ouest et à l'Université "Ali Lounici". Quelque 9800 autres unités seront réalisées à Bouinane, 2300 à Meftah (Est) et 200 dans la commune de Bouàrfa (Ouest). Ces localités comptent des pôles urbains réalisés ces dernières années. La même source a,

également, fait état de la sélection d'assiettes foncières, dans plusieurs communes disposant de sites adaptés, en vue d'accueillir d'autres nouveaux projets de logement, dont 2200 logements de type public locatif (LPL) et 4315 logements promotionnels aidés (LPA). Cette année verra, également, la distribution de près de 1000 aides à la construction rurale, selon les services de la wilaya, qui a souligné la contribution de cette formule d'habitat dans l'allè-

gement de la pression sur les autres types de logements, notamment le public locatif. A noter que le parc de logements de Blida sera renforcé, cette année, par la réception de près de 6000 unités, dont 2026 LPL, 2000 unités location-vente "AADL", 1230 logements promotionnels aidés "LPA 2", 50 unités de type "LPA1" et 450 logements ruraux, lesquels s'ajouteront à 20.347 unités distribuées en 2024.

BMS

Les pluies orageuses continueront d'affecter plusieurs wilayas du pays, mercredi et jeudi

Les pluies, parfois sous forme d'averses orageuses et accompagnées de chutes de grêle, avec des rafales de vent sous orages, continueront d'affecter, mercredi et jeudi, plusieurs wilayas du pays, indique un Bulletin météorologique spécial (BMS) émis par l'Office national de la météorologie. Placé en vigilance "Orange", ce BMS concerne les wilayas de Sidi Bel Abbes, Saida, Tiaret, Mascara, Relizane et Mostaganem, où les quantités de pluie oscilleront entre 20 et 40

mm, pouvant atteindre ou dépasser localement 40 mm durant la validité de ce BMS et ce, durant le mercredi de 06h00 à 21h00, précise la même source. Sont également concernées par ces prévisions, les wilayas de Tissemsilt, Chlef, Ain Defla, Médéa, Blida, Tipaza, Alger, Boumerdes, Tizi Ouzou et Bouira, avec des quantités d'averses comprises entre 40 et 60 mm, pouvant atteindre ou dépasser localement 90 mm et ce, du mercredi à 09h00 au jeudi à 15h00. A Laghouat, Djelfa et M'Sila, les quantités

de pluies attendues se situeront entre 20 et 40 mm, pouvant atteindre ou dépasser localement 50 mm, et ce, durant la journée du mercredi de 12h00 à 23h00. Le BMS concerne, en outre, les wilayas de Bejaia, Jijel, Skikda, Annaba, El Tarf, Bordj Bou Arreridj, Sétif, Mila, Constantine, Guelma, Souk Ahras, Batna et Oum El Bouaghi, et ce, du mercredi à 15h00 au jeudi à 23h00, avec des quantités estimées entre 40 et 60 mm et pouvant atteindre ou dépasser localement 90 mm.

OUVERTURE AUJOURD'HUI D'UNE CONFÉRENCE INTERNATIONALE À ORAN

Les solutions vertes dans l'industrie pétrolière et gazière en débat

La Conférence internationale sur les "Solutions vertes dans le secteur de l'industrie pétrolière et gazière" (ICGS2025) se tiendra mercredi et jeudi au Centre des conventions d'Oran, a-t-on appris auprès des organisateurs. Organisée par la Direction centrale de recherche et développement du groupe Sonatrach et la Direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique (DGRSDT), cette rencontre scientifique

visait à réunir des experts, professionnels et décideurs du secteur pétrolier et gazier autour des solutions écologiques innovantes et des défis environnementaux actuels, selon un communiqué des organisateurs. "Cette conférence constitue une plateforme d'échange et de réflexion en faveur de pratiques durables et responsables dans l'industrie", a-t-on souligné de même source, ajoutant que les conférences seront animées par des spécialistes d'Algérie et d'autres pays dont

l'Arabie Saoudite, la Turquie, la Malaisie, le Canada et la France, entre autres. Le développement de solutions innovantes dans le domaine de l'industrie de l'hydrogène vert constituera l'un des axes majeurs de cette rencontre, ont indiqué les organisateurs, ajoutant que la tenue de cette Conférence converge avec la volonté de l'Algérie de s'engager pleinement dans la transition énergétique et de se positionner comme un acteur régional clé dans les énergies renouvela-

bles. La rencontre abordera, par ailleurs, plusieurs autres thématiques, comme "Les défis et les opportunités de l'intégration massive des énergies renouvelables dans les réseaux intelligents", "Matériau en polyuréthane pour le stockage de l'hydrogène", "Batteries L-ion sûres pour l'électrification de la société : de la mine au recyclage" et "Isolation et analyse des constituants chimiques des plantes pour des applications en inhibition de la corrosion".